

« Assumer la haute direction de la vie de la race » : la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (1915-1924)

Martin Lavallée

Volume 12, Number 1, Fall 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1010565ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1010565ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (print)

1927-9299 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lavallée, M. (2011). « Assumer la haute direction de la vie de la race » : la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (1915-1924). *Mens*, 12(1), 7–55.
<https://doi.org/10.7202/1010565ar>

Article abstract

Founded in 1834 as *Aide-toi, le ciel t'aidera* by journalist Ludger Duvernay, the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJBM) is the oldest French Canadian patriotic organisation. Though it disappeared when several of its leaders went into exile following the 1837-1838 rebellions, the organisation was reformed in 1843 as the Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, a name it conserved until 1914, when it assumed its current designation. Since its founding, the SSJBM has worked to defend and promote French Canadian identity and rights. This article explores the largely unexamined role that the organisation played during a turbulent time in French Canadian history: the first quarter of the twentieth century. An examination of the SSJBM's monthly publications, *Le Petit Canadien* (1913-1918) and *La revue nationale* (1919-1932), reveals the reorientation of the organisation's mandate and the goals of its leadership under the presidency of Victor Morin, who sought between 1915 and 1924 to turn the SSJBM into French Canada's leading nationalist organisation, which he hoped would "assume the upper leadership" of the French Canadian "race."

Articles

« Assumer la haute direction de la vie de la race » : la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (1915-1924)¹

Martin Lavallée
Candidat à la maîtrise en histoire
Université du Québec à Montréal

Résumé

Fondée par le journaliste Ludger Duvernay en 1834, sous l'appellation Aide-toi, le ciel t'aidera, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJBM) est la plus ancienne des institutions patriotiques canadiennes-françaises. Disparue à la suite de l'exil de plusieurs de ses membres dans le contexte des rébellions patriotes de 1837-1838, elle est reconstituée en 1843 et prend le nom d'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal jusqu'en 1914, année où elle devient définitivement la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Depuis sa fondation, cet organisme travaille à défendre et à promouvoir l'identité et les droits des Canadiens français. Cet article se propose de mettre en lumière le rôle méconnu de cette association durant

¹ L'auteur remercie Fernande Roy d'avoir bien voulu lire une version préliminaire de ce texte et d'en avoir enrichi la forme et le contenu par ses judicieux conseils. Il tient également à remercier les évaluateurs anonymes de *Mens* qui ont su, grâce à leurs commentaires pertinents, améliorer certains aspects de cet article.

une période particulièrement trouble et agitée pour les Canadiens français, soit durant le premier quart du xx^e siècle. L'étude des deux revues mensuelles de la Société – *Le Petit Canadien* (1913-1918) et *La revue nationale* (1919-1932) – nous révèle la réorientation du mandat de la SSJBM et l'ambition de ses dirigeants, sous la présidence de Victor Morin (1915-1924), de faire de leur société le chef de file de la nation canadienne-française, celle qui devait prendre la direction des francophones en Amérique du Nord et « assumer la haute direction de la vie de la race ».

Abstract

*Founded in 1834 as Aide-toi, le ciel t'aidera by journalist Ludger Duvernay, the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJBM) is the oldest French Canadian patriotic organisation. Though it disappeared when several of its leaders went into exile following the 1837-1838 rebellions, the organisation was reformed in 1843 as the Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, a name it conserved until 1914, when it assumed its current designation. Since its founding, the SSJBM has worked to defend and promote French Canadian identity and rights. This article explores the largely unexamined role that the organisation played during a turbulent time in French Canadian history: the first quarter of the twentieth century. An examination of the SSJBM's monthly publications, *Le Petit Canadien* (1913-1918) and *La revue nationale* (1919-1932), reveals the reorientation of the organisation's mandate and the goals of its leadership under the presidency of Victor Morin, who sought between 1915 and 1924 to turn the SSJBM into French Canada's leading nationalist organisation, which he hoped would "assume the upper leadership" of the French Canadian "race."*

Le premier quart du xx^e siècle est une période de transformations et de bouleversements profonds pour la nation canadienne-française. Le siècle commence dans le contexte d'une crise linguistique entre les deux principaux peuples du Dominion. Amorcée avec la crise

scolaire au Nouveau-Brunswick en 1871 et la pendaison de Louis Riel en 1885, la crise linguistique se poursuit durant les décennies suivantes et touche les écoles des minorités francophones de l'Ouest canadien et de l'Ontario en 1912. En effet, les politiques d'assimilation d'une certaine élite anglo-canadienne à l'endroit des communautés catholiques et françaises hors Québec tendent « à remettre en question la nature du compromis politique qui a donné naissance à la Confédération canadienne en 1867² » et avivent les tensions entre les deux principaux groupes linguistiques du Canada. Qui plus est, les membres des minorités francophones de la Nouvelle-Angleterre, issus de l'émigration massive qui perdure depuis la moitié du XIX^e siècle, sont souvent assimilés après une ou deux générations. De même, la participation du Canada à la guerre des Boers et à la Première Guerre mondiale mécontente bon nombre de Canadiens français, réfractaires à aller combattre dans des guerres étrangères pour l'Empire britannique. Il faut ajouter à cela le Congrès eucharistique de 1910, au cours duquel l'archevêque de Westminster, M^{gr} Francis Bourne, déclare que l'Église catholique doit livrer son message évangélique dans la langue anglaise en Amérique du Nord.

À ces problèmes linguistiques et nationaux s'ajoutent les problèmes sociaux liés à la modernité, à l'industrialisation et à l'urbanisation tels que la pauvreté, l'intempérance, l'antagonisme des classes et les syndicats étrangers. De même, l'américanisation – véhiculée par l'anglomanie, le matérialisme et le cinéma – préoccupe les élites, qui tiennent à préserver l'identité traditionnelle. Bref, la nation canadienne-française fait face à de nombreux défis qui risquent de la transformer en profondeur, ce qui oblige les élites nationalistes et traditionalistes à chercher des solutions pour les relever.

C'est dans ce contexte que sont créées plusieurs ligues, associations et sociétés. Devant les problèmes de la nation canadienne-française, les élites cléricales et laïques s'unissent et se mobilisent, donnant de

² Marcel Martel et Martin Pâquet, *Langue et politique au Canada et au Québec : une synthèse historique*, Montréal, Éditions du Boréal, 2010, p. 61.

la vigueur au phénomène associatif. Parmi les différents groupes formés à cette époque, notons la Société du parler français (1902), la Ligue nationaliste (1903), l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC) (1904), l'École sociale populaire (1911), la Ligue des droits du français (1913), *L'Action française* (1917) ou encore l'Ordre de Jacques-Cartier (1926). Chacune à leur manière, ces diverses sociétés tentent de répondre aux crises linguistique, sociale et nationale que connaissent les Canadiens français.

Cette période riche en bouleversements ainsi que les divers groupes créés à la même époque ont fait l'objet d'études récentes et importantes³. Cependant, à l'exception de l'ouvrage datant de 1975 de Robert Rumilly, qui traite brièvement de cette époque⁴, aucune étude récente ne porte sur le rôle de la SSJBM parmi ces diverses associations ou ligues nationalistes du début du xx^e siècle, quoique certaines y consacrent quelques lignes⁵. Comment les dirigeants d'une association vieille de plusieurs décennies – qui possède ses traditions bien établies et qui se veut la Société nationale des Canadiens français – ont-ils répondu aux nombreux défis posés à la nation en ce début de xx^e siècle? Seule une recherche sur les dirigeants et sur l'ensemble des activités de la SSJBM au cours de cette période permet de répondre à cette question.

Jusqu'ici, il semble que les historiens n'ont pas considéré cette association comme un lieu fertile en idées et en actions, où se posèrent les grandes questions et se développèrent les grands projets concernant

³ Notons l'ouvrage de Denise Robillard, *L'Ordre de Jacques Cartier : une société secrète pour les Canadiens français catholiques (1926-1965)*, Montréal, Fides, 2009; Pascale Ryan, *Penser la nation : la Ligue d'action nationale (1917-1960)*, Montréal, Leméac, 2006.

⁴ Robert Rumilly, *Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal : des Patriotes au fleurdelisé (1834-1948)*, Montréal, Éditions de l'Aurore, 1975.

⁵ Soulignons, tout de même, l'article de Gaston Côté, « L'érection de la croix du mont Royal », *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. 7, n° 1 (automne 2006), p. 47-72. Dans cet article, la SSJBM est bien présente, mais l'auteur s'attarde essentiellement à ce qui entoure l'érection de la croix et sa signification, en 1924.

l'avenir de la nation canadienne-française. Dans *Histoire sociale des idées au Québec (1896-1929)*, Yvan Lamonde aborde les nombreuses ligues, sociétés, revues nationalistes et intellectuelles fondées au début du xx^e siècle pour mettre en place une doctrine et répondre aux défis posés à la nation canadienne-française. Toutefois, l'apport de la SSJBM est passé sous silence. Cela est surprenant, car la Société disposait d'organes officiels riches en contenu, qui constituent des sources étoffées et témoignent de ses préoccupations et de l'intensification de ses actions durant le premier quart du xx^e siècle. D'ailleurs, leur étude nous permet de constater que, dès 1915, soit deux années avant la création de *L'Action française*, les dirigeants de la SSJBM publient des articles et des enquêtes sur la condition sociale des Canadiens français.

Cette absence de la SSJBM dans l'historiographie récente occulte le rôle important qu'elle a joué dans l'histoire et le développement de la société canadienne-française, puis québécoise, depuis sa fondation en 1834. Pour notre part, nous étudierons une parcelle de sa longue histoire, plus précisément ses champs d'action au cours d'une des périodes charnières de l'association et de la société canadienne-française, sous la présidence de Victor Morin (1915-1924). Nous tenterons de montrer qu'à partir du règne d'Olivar Asselin (1913-1914), mais plus particulièrement sous celui de Morin, les dirigeants de la SSJBM – dont la plupart sont issus de l'énergique génération montante formée par la doctrine sociale de l'Église – furent partie prenante du regain nationaliste de leur époque. Par l'intermédiaire de la Société, ils envisageaient de prendre les rênes de la nation afin de répondre aux transformations et aux problèmes profonds que connaissaient les Canadiens français.

Ainsi, cet article nous offre l'occasion de reconsidérer un point de vue de l'historiographie. Dans son ouvrage sur la Société, Robert Rumilly n'accorde pas la place qui revient à Asselin dans la réorientation du mandat de la SSJBM, ce dernier semblant davantage nuire à la SSJBM que la servir. Nous avançons plutôt qu'Asselin, malgré certains défauts et son court règne à la tête de la Société nationale, fut le

véritable instigateur de la réorientation qui caractérise la période à l'étude. En plus de nous en apprendre davantage sur une période importante d'une association négligée par l'historiographie, ce survol des activités de la SSJBM nous permet de l'intégrer au sein des différents réseaux nationalistes et intellectuels qui marquent cette période et qui participent au développement d'une doctrine pour le relèvement de la nation canadienne-française.

Pour mener à bien notre étude, nous allons procéder en quatre étapes. Dans un premier temps, nous jetterons un regard sur les organes officiels de la SSJBM, qui constituent les sources principales de cet article. Ensuite, nous nous attarderons aux dirigeants de la SSJBM, de 1915 à 1924. Durant cette période, ceux-ci vont jusqu'à considérer que leur association est la plus à même de représenter et de défendre adéquatement les intérêts de la nation canadienne-française. Ils établissent un plan d'action pour la Société, afin de répondre à ce qu'ils estiment être les besoins des Canadiens français. La troisième partie explore donc le nouveau mandat de la SSJBM. Nous verrons également en quoi les dirigeants jugeaient que la SSJBM constituait l'institution idéale pour prendre les rênes de la nation. Enfin, la dernière partie décrit les trois principaux champs d'action auxquels se consacre la SSJBM, soit poursuivre ses œuvres patriotiques, favoriser l'association des Canadiens français en prenant la tête d'un vaste réseau d'entraide entre les diverses communautés en Amérique du Nord et travailler à l'épanouissement économique de la nation par le mutualisme. Ces trois secteurs d'activité sont considérés comme primordiaux par les dirigeants, et les actions entreprises, de 1915 à 1924, s'inscrivent presque toutes à l'intérieur de ces trois champs d'action. Il importe de souligner que ces activités étant nombreuses et d'importance inégale, seules les plus significatives ont été retenues pour la présente étude.

Les sources

Outre les archives de la SSJBM, la documentation ayant servi à la rédaction de cet article provient des deux organes officiels de la

Société : *Le Petit Canadien* et *La revue nationale*. Ainsi, cette étude nous permet d'en apprendre davantage sur ces deux périodiques qui ont été peu explorés jusqu'ici par les chercheurs en histoire intellectuelle et culturelle. Lorsqu'elles sont mentionnées, ces revues sont soit traitées comme des revues littéraires⁶, soit à peine évoquées⁷. Cependant, ces publications se veulent aussi des revues intellectuelles et nationalistes, de même que des espaces de discussion sur les grandes questions qui touchent la nation. C'est dans leurs pages que les dirigeants, de même que des collaborateurs externes, cherchent des moyens de remédier aux problèmes de la nation et établissent des plans d'action pour que la SSJBM soit en mesure d'administrer ces remèdes.

Le Petit Canadien, publié de 1913 à décembre 1918, se veut, à ses débuts, un mensuel destiné aux membres. Il fournit, entre autres, des informations sur les actifs de la Caisse nationale d'économie, une filiale de la SSJBM fondée en 1899. Toutefois, progressivement et surtout à partir de 1915, les dirigeants de la Société donnent à la revue une orientation plus intellectuelle, historique et littéraire. Ils s'en servent notamment pour faire connaître leurs œuvres, publier des poèmes, des comptes rendus de livres, des articles sur des questions d'actualité, pour développer des stratégies, émettre des idées ou mobiliser les membres autour d'enjeux importants. La revue sert aussi à faire part aux membres du bilan annuel des activités et des projets de la Société. La Ligue des droits du français y publie des lexiques où sont traduits en français les termes anglais du commerce et de l'industrie. D'après les données fournies par Victor Morin, la revue passe d'un feuillet de 16 pages en 1913 à 32 pages en 1918, et son tirage passe de 2 000 à 5 000 exemplaires durant la même période, conformément à la croissance des champs d'action de la SSJBM⁸. *Le*

⁶ Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, t. 2 : 1896-1929, Montréal, Fides, 2004, p. 221.

⁷ Andrée Fortin, *Passage de la modernité : les intellectuels québécois et leurs revues (1778-2004)*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2006, p. 108-110.

⁸ Victor Morin, « La naissance d'une revue », *La revue nationale*, janvier 1919, p. 5.

Petit Canadien connaît cependant une durée de vie limitée, car, très tôt, son nom, son tirage et son format ne correspondent plus aux ambitions élevées des dirigeants sociétaires.

À partir de janvier 1919 et jusqu'en 1932, avec l'élargissement de la mission de la Société, *Le Petit Canadien* est remplacé par *La revue nationale*, qui absorbe *La revue acadienne* et *Le pays laurentien*, ainsi que les abonnés de ces deux revues à caractère historique et littéraire. Selon les vœux des dirigeants de la SSJBM, *La revue nationale* se veut « la tribune où se discuteront les grands intérêts nationaux de notre race, [...] le clairon qui conduit les troupes à la défense de la patrie menacée, le phare qui verse la lumière dans l'obscurité de la nuit et la vigie qui signale les dangers à éviter dans la route à suivre⁹ ». Il fallait ainsi un organe à la mesure de grandes ambitions. D'ailleurs, il n'est pas inutile de mentionner que la devise de la revue est une citation d'Edmond Rostand qui illustre bien son rôle : « Le porte-voix en quelque sorte officiel par quoi le cri du sol s'échappe vers le ciel ! »

Par la variété des sujets abordés, *La revue nationale* s'adresse autant aux élites qu'aux membres des classes populaires, bien que l'on puisse douter de sa grande popularité auprès des masses. Mais les intentions d'atteindre un lectorat plus populaire n'en sont pas moins présentes chez les dirigeants, car ils jugent que « pour agir efficacement sur le peuple, il faut commencer par se faire écouter de lui¹⁰ ». Les thèmes abordés portent sur l'économie, la société, la langue et la religion. Certains textes sont de nature intellectuelle et traitent de la question ouvrière, de l'histoire du Canada, de la situation internationale, de la vie des minorités francophones hors Québec; alors que d'autres ont un caractère pédagogique et moral et portent sur les vertus de la vie rurale, le rôle de la ménagère, l'éducation au patriotisme. De même, conformément au désir des dirigeants de promouvoir les arts canadiens-français, elle fait toujours de la place à la poésie, aux contes et autres œuvres littéraires et artistiques. Les

⁹ *Ibid.*, p. 4.

¹⁰ Arthur Saint-Pierre, « Notre revue », *La revue nationale*, juin 1921, p. 4.

dirigeants s'en servent également comme outil de propagande, pour susciter le patriotisme, le zèle et la générosité des membres et des lecteurs lors des campagnes de souscription pour diverses causes défendues par la Société. La revue ouvre ses pages non seulement aux dirigeants, mais aussi à divers collaborateurs externes tels que Benjamin Sulte, Gérard Malchelosse, Francis J. Audet, Édouard-Zotique Massicotte, Esdras Minville, Émile Nelligan, Marie Victorin, Jean Bruchési et autres.

Le nouvel organe de la SSJBM compte 32 pages par numéro et vise un plus grand lectorat que son prédécesseur. Jusqu'en 1921, la revue est reçue par chacun des membres de la Société et par ceux qui y sont abonnés. Selon Robert Rumilly, le tirage de la revue se chiffre à plus de 10 000 exemplaires en 1919-1920. Mais, en 1921, à cause de problèmes financiers, signe que les dirigeants n'ont pas les moyens de leurs ambitions, la Société ne peut plus soutenir un aussi gros tirage et décide de dépouiller la revue de son titre d'organe officiel de la SSJBM. Du coup, cette dernière n'est plus obligée d'envoyer un exemplaire à tous ses membres. Grâce à cette décision administrative, la Société diminue son fardeau financier, mais conserve la direction de la revue. Ainsi, à partir de 1921, toujours selon Rumilly, le tirage baisse à 3 000 exemplaires et elle n'est reçue que par les abonnés¹¹. *La revue nationale* disparaît en 1932 à cause de nouveaux problèmes financiers que connaît la SSJBM, dans le contexte de la crise économique du début des années 1930.

En ce qui concerne ces deux revues mensuelles, il est particulièrement instructif de consulter les bilans des assemblées annuelles des dirigeants, qui témoignent des orientations, des projets et des principales activités de la Société au cours de la période. À leur lecture, nous prenons connaissance des diagnostics que posent les dirigeants sur les problèmes de la nation, de même que des moyens concrets qu'ils prennent pour y répondre. De plus, l'étude de ces revues nous révèle les idées qui animent les dirigeants de la Société. Ainsi, les

¹¹ Rumilly, *Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, p. 297-298.

articles, textes, tracts et brochures nous montrent la façon dont les dirigeants conçoivent la nation, l'économie, la modernité, le rôle des élites, le rôle de la SSJBM et de l'histoire. Ces diverses conceptions déterminent les actions mises de l'avant par la SSJBM au cours de cette période.

Les dirigeants de la SSJBM en 1915

Cette période est celle de la présidence de Victor Morin (1865-1960), notaire de formation, originaire de Saint-Hyacinthe, qui prend les commandes du Conseil général de la Société nationale des Canadiens français à partir de janvier 1915 jusqu'en 1924. Encore à ce jour, son mandat fut le plus long à la tête de la SSJBM. Président de la Société historique de Montréal (1916-1928) et membre de la Société des Dix à partir de 1935, Morin est féru d'histoire et il accorde une place importante à cette discipline dans ses travaux au cours de sa présidence. Également échevin à la ville de Montréal (1910-1923) et dirigeant de la firme de notaires Morin et McKay, il est, selon les dires de Robert Rumilly, omniprésent au sein de l'élite montréalaise : « C'est un Montréalais par excellence. Il ne se fonde pas une société, il ne s'organise pas un comité, il ne se prend pas une initiative sans lui à Montréal¹². » Tout en nuancant ces propos enthousiastes de Rumilly, nous pouvons retenir que Morin était particulièrement actif et qu'il entretenait des relations importantes avec l'élite canadienne-française de l'époque.

Morin n'est toutefois pas seul. Il est accompagné de jeunes dirigeants actifs, qui forment avec lui le Conseil général de la SSJBM. Parmi ceux-ci, certains font partie de la génération montante et sont issus des rangs de l'ACJC, association qui vise à développer des sentiments catholiques et nationaux chez les étudiants et les jeunes professionnels laïques canadiens-français. Préconisant une doctrine d'action conforme au catholicisme social – que nous aurons l'occasion

¹² *Ibid.*, p. 254.

d'explorer dans les lignes qui suivent – cette association semble avoir été particulièrement influente auprès de certains membres de la jeunesse canadienne-française. C'est notamment le cas de Victor-Elzéar Beaupré (1883-1974), un ingénieur originaire de Saint-Boniface qui enseigne à l'École polytechnique de Montréal et qui devient deuxième vice-président de la Société en 1915. Il en sera le président en 1931-1932. Il en est de même de Guy Vanier (1888-1988), Montréalais d'origine et frère d'Anatole Vanier, qui est également actif au sein de la SSJBM et d'autres mouvements nationalistes canadiens-français. Vanier est avocat de formation et est élu directeur de la Société en 1915. Il sera, lui aussi, président de la SSJBM en 1925 et en 1929-1930. Le troisième dirigeant acéjiste est le sociologue et publiciste Arthur Saint-Pierre (1885-1959), directeur de la Société en 1915 et directeur de *La revue nationale* à partir de 1919.

À ces trois jeunes hommes énergiques, qui forment la direction de la SSJBM avec Victor Morin, ajoutons le docteur Joseph Gauvreau (1870-1943), premier vice-président de 1915 à 1917, qui est aussi membre de la Société du parler français, un des fondateurs de la Ligue des droits du français et pionnier de *L'Action française*. Mentionnons aussi Jean-Baptiste Lagacé (1868-1946), professeur de dessin formé en Europe, qui contribua à mettre sur pied l'École des beaux-arts de Montréal et qui fut le premier titulaire d'une chaire d'histoire de l'art au Canada en 1904¹³. Lagacé est le secrétaire général de la Société en 1915 et deuxième vice-président à partir de 1917.

Les dirigeants de la SSJBM sont également actifs dans les différents réseaux et les organisations nationalistes de l'époque, et ils sont en contact avec d'autres intellectuels et les idées qui circulent au sein des élites canadiennes-françaises. Ils incarnent le modèle de l'intellectuel engagé dans la cité. Par leurs actions, ils tentent d'infléchir l'avenir

¹³ Pour en savoir plus sur Lagacé et son apport considérable à la culture artistique québécoise, voir le récent ouvrage d'Olga Hazan, *La culture artistique au Québec au seuil de la modernité : Jean-Baptiste Lagacé, fondateur de l'histoire de l'art au Canada*, Québec, Septentrion, 2010.

de la collectivité nationale selon un idéal fidèle à leurs conceptions et à leur idéologie.

Conceptions idéologiques

Pour bien cerner l'idéologie qui sous-tend les actions de la SSJBM durant la période à l'étude, mentionnons que ses dirigeants sont majoritairement des intellectuels traditionalistes, au sens que donne l'historien Pierre Trépanier à ce qualificatif. Ainsi, loin d'être réfractaires à tout changement et motivés par la sauvegarde de privilèges quelconques, ces membres de l'élite se font plutôt critiques envers la modernité et une certaine conception matérialiste de la vie qui tend à dénaturer les mœurs et les valeurs chrétiennes. Ce sont des humanistes chrétiens, dont les considérations portent sur l'être humain, qu'ils subordonnent toutefois à la transcendance : Dieu, l'Église, la nation, la famille. L'homme, en particulier l'homme canadien-français, doit orienter et vivre sa vie en fonction de ces institutions qui le transcendent et qui donnent un sens à ses actions. Cette façon de concevoir la vie implique nécessairement une certaine humilité, inhérente au fait que l'individu est conscient qu'il n'est pas la fin de tout et qu'il y a plus grand que lui-même. Vivant dans une société moderne et industrielle où gagne du terrain un humanisme athée qui laisse l'homme dépouillé de toute transcendance et seul avec ses intérêts matériels, les dirigeants de la SSJBM luttent contre ces influences qu'ils jugent néfastes et pour que triomphent leurs valeurs et leurs conceptions des choses. En ce sens, cette élite est conservatrice et se réclame plutôt « de la tradition nationale : catholicisme traditionnel [...], vieux fond français, [...], prééminence de la famille, valorisation des élites dans tous les domaines, [...], solidarité nationale s'exprimant par le catholicisme social¹⁴ ». C'est

¹⁴ Pierre Trépanier, « Rameau de Saint-Père, la France et la vie intellectuelle en Amérique française », dans Yvan Lamonde et Didier Poton (dir.), *La Capricieuse (1855) : poupe et proue : les relations France-Québec, 1760-1914*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006, p. 298.

cette idéologie que partagent les dirigeants de la SSJBM et qui oriente leur conception de la nation canadienne-française, ainsi que les actions qu'ils préconisent pour relever les défis auxquels cette dernière fait face au début du xx^e siècle.

Le traditionalisme de ces élites ne constitue en rien un attachement rétrograde au passé. Pour elles, les traditions constituent plutôt le patrimoine culturel de la nation, qui est lui-même le résultat du parcours de celle-ci. Une nation sans traditions se renie et se défait de son essence, car les traditions et les coutumes représentent « la chaîne qui nous relie aux ancêtres », explique un collaborateur de *La revue nationale*¹⁵. Cet attachement à la tradition se traduit donc par une déférence envers les ancêtres, considérés comme les porteurs d'un enseignement à transmettre aux contemporains. Il revient aux élites – comme nous le verrons plus loin – de décoder cet enseignement pour orienter le présent et l'avenir de la nation dans la continuité, conformément à l'enseignement des aïeux. Les traditionalistes de la SSJBM ne sont donc pas des adeptes de la *tabula rasa*, mais plutôt d'une évolution graduelle entre les générations qui se succèdent, une évolution qui tient compte du chemin parcouru. C'est ce qui explique l'importance de l'histoire nationale au sein des champs d'action de la SSJBM. Dans un article paru dans *La revue nationale* en 1923, le jeune historien Jean Bruchési exprime parfaitement la pensée des traditionalistes : « [...] servir, c'est ne pas oublier les morts qui nous ont légué un héritage pour qu'à notre tour, après l'avoir fait fructifier, nous le transmettions à ceux qui viendront prendre notre place [...] »¹⁶.

Les Morin et autres dirigeants sont également des nationalistes qui ont à cœur de perpétuer la nation canadienne de langue française et de foi catholique en Amérique du Nord. Ils associent étroitement langue et foi catholique en tant que piliers de l'identité nationale des

¹⁵ Ubald Paquin, « Se survivre », *La revue nationale*, août 1922, p. 230.

¹⁶ Jean Bruchési, « Le devoir actuel de la jeunesse canadienne-française », *La revue nationale*, juin 1923, p. 169.

Canadiens français, « puisque la foi catholique est à la base même de leur survivance¹⁷ ». Issue de la colonisation du peuple français et catholique, la nation canadienne-française possède un « caractère français » et catholique, mais se distingue tout de même de l'ancienne mère patrie en ce qu'elle a été façonnée « grâce à l'ambiance, au climat, au pays, grâce aux évènements de notre histoire¹⁸ ». Cette nouvelle nation possède ainsi ses propres caractéristiques et son propre génie national, qu'il importe, pour les traditionalistes, de préserver. Elle est le fruit des générations qui se sont succédé et, en ce sens, « [i]l ne faut pas que s'écroule l'œuvre immense édifié par nos pères¹⁹ ». Les dirigeants de la SSJBM travaillent donc, sous Morin, à préserver l'œuvre que constitue la nation canadienne-française, en rappelant leur origine aux membres de la nation et en moussant leur fierté nationale. Pour Guy Vanier : « Un être humain est déchu, il est déconsidéré à ses propres yeux et aux yeux de ses concitoyens, le jour où il rougit de ses origines, de sa langue, de tout ce qui caractérise sa race²⁰. »

Chapeauté par l'archevêque de Montréal, M^{gr} Paul Bruchési, qui en est l'aumônier, la SSJBM est proche des milieux catholiques de l'époque et est en phase avec le catholicisme social préconisé par Rome. La Société montréalaise travaille d'ailleurs régulièrement avec l'École sociale populaire et son fondateur, le père Joseph-Papin Archambault, à la préparation des Semaines sociales, ces cercles d'études visant à diffuser la doctrine sociale de l'Église. Inspiré par les encycliques successives telles que *Rerum novarum* (1891), *Graves de communi re* (1901) et *Il fermo proposito* (1905), le catholicisme social soutient que la question sociale qui a émergé avec la société moderne « est une question religieuse et que seule l'Église en détient

¹⁷ Victor-Elzéar Beaupré, « L'avenir de notre société nationale », *Le Petit Canadien*, septembre 1916, p. 138.

¹⁸ Paquin, « Se survivre », p. 230.

¹⁹ *Ibid.*, p. 237.

²⁰ Guy Vanier, « L'éducation du patriotisme », *Le Petit Canadien*, septembre 1915, p. 131.

la solution²¹ ». En ce sens, les forces vives de la catholicité, autant les clercs que les laïcs, sont appelées à se mobiliser pour imprégner les masses et la société du christianisme et les empêcher de sombrer dans la décadence. Cette mobilisation se traduit, chez les Canadiens français, par le syndicalisme catholique, la solidarité nationale dans tous les domaines, par la lutte à l'intempérance, à la pauvreté et autres vices de la société moderne susceptibles de corrompre les mœurs tels que le cinéma, l'esprit neutre, la mauvaise presse et le matérialisme. Les dirigeants de la Société, sous la présidence de Morin, adhèrent donc à cette vision des choses, et celle-ci détermine les moyens qu'ils préconisent pour assurer l'avenir de la nation canadienne-française. Pour Beupré : « Le christianisme est un principe d'action et de vie, qui suscite des créations dans tous les domaines, qui tend [...] à faire prendre à la société humaine la forme la plus apte à assurer aux hommes de chaque siècle, le plus haut degré de vie morale, intellectuelle et matérielle²². » À plusieurs égards, notamment par la promotion du mutualisme, le catholicisme social des dirigeants de la SSJBM pave la voie au corporatisme social des années 1930, tel que le préconisera l'encyclique *Quadragesimo Anno*²³.

Dans son ouvrage sur la pensée de Lionel Groulx à propos des minorités francophones, Michel Bock fait remarquer que la crise du Règlement XVII en Ontario est perçue comme salutaire par le célèbre abbé, qui donne parfois des conférences pour la Société. Celui-ci y voit l'occasion du « réveil national » des Canadiens français et, plus particulièrement, de ceux du Québec. Groulx percevait cette crise comme faisant partie des « desseins providentiels » ayant « pour fin

²¹ Jean Hamelin et Nicole Gagnon (sous la direction de Nive Voisine), *Histoire du catholicisme québécois*, vol. 3, t. 1 : 1898-1940, Montréal, Éditions du Boréal, 1984, p. 217.

²² Victor-Elzéar Beupré, « Coup d'œil sur l'avenir », *Le Petit Canadien*, juin 1918, p. 170.

²³ Pour plus de détails sur le corporatisme canadien-français, voir Jean-Philippe Warren, « Le corporatisme canadien-français comme "système total" : quatre concepts pour comprendre la popularité d'une doctrine », dans *Recherches sociographiques*, vol. 45, n° 2 (mai-août 2004), p. 219-238.

de nous sortir de notre léthargie et de sauver notre âme française de l'absorption²⁴ ». Les dirigeants de la SSJBM participent directement de ce « réveil ». D'ailleurs, Morin partage les mêmes vues que Groulx concernant la crise franco-ontarienne :

Dans les provinces anglaises du Canada, aux portes mêmes de Québec, le français était, dans trop d'endroits, mis au rancart ; il y serait disparu dans un quart de siècle si la providentielle persécution dont il est aujourd'hui l'objet n'était venue fouetter les résistances endormies et assurer sa survivance²⁵.

Ainsi, répondant à l'appel de la Providence, les dirigeants de la Société travailleront à éveiller le patriotisme des leurs ainsi qu'à consolider la nation. De même, ils sont conscients du devoir qui leur incombe, en tant qu'habitants du « foyer national », envers les minorités hors Québec.

L'apport d'Olivar Asselin

En plus d'être portés par le catholicisme social et le regain nationaliste qui caractérisent ce premier quart du xx^e siècle chez les élites canadiennes-françaises, Morin et les autres sociétaires sont entraînés dans le processus de réorientation de la SSJBM amorcé par Olivar Asselin, président de la Société en 1913-1914. Asselin critiquait la passivité et la suffisance des anciens dirigeants, les accusant de se détourner de leur rôle envers la nation pour ne se soucier que d'eux-mêmes. Durant les décennies 1890 et 1900, la SSJBM était dirigée par des sénateurs libéraux proches de Wilfrid Laurier, comme les honorables Laurent-Olivier David, Frédéric-Ligori Béique et Raoul Dandurand. Durant leur règne à la tête de la SSJBM, ces sénateurs, davantage préoccupés par la question économique, ont lancé la Société dans cette sphère d'activité, notamment en construisant le Monument national (1894) – qui devient le siège social de la

²⁴ Cité dans Michel Bock, *Quand la nation débordait les frontières : les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Hurtubise HMH, 2004, p. 248.

²⁵ Victor Morin, « La portée de la fête nationale », *Le Petit Canadien*, juin 1916, p. 86.

SSJBM – et en fondant la Caisse nationale d'économie (1899). Ils ont ainsi contribué à mettre sur pied certains des outils qui serviront par la suite de leviers aux Morin, Beupré et autres pour réaliser leurs œuvres à la direction de la SSJBM. Cependant, aux prises avec les dettes engendrées par la construction du Monument national, ces dirigeants-sénateurs n'ont pu, durant leur règne à la tête de la Société, mener des opérations d'envergure pour les besoins de la nation canadienne-française. De plus, le parti pris politique de ces sénateurs libéraux les empêchait de dénoncer trop fort la discrimination envers les minorités francophones au Canada, afin de ne pas nuire à Laurier, qui voulait rester dans les bonnes grâces de la majorité canadienne-anglaise. Ces sénateurs, tout comme Laurier, appartenaient à la vieille génération libérale qui s'était opposée à la Confédération en 1867, pour finalement s'en accommoder dans les décennies suivantes. Au tournant du *xx^e* siècle, ces libéraux prônent la bonne entente entre Canadiens français et Canadiens anglais, tout comme le développement économique comme voie du progrès²⁶. Ainsi, entre leur devoir de défense du fait français et leurs intérêts politiques et économiques, ces sénateurs ont développé l'art de la politique du compromis, qui consiste souvent à ne rien faire.

Cet état de fait dérangeait Asselin, qui voulait voir la SSJBM jouer un rôle plus actif dans la défense des intérêts des Canadiens français, notamment des minorités. Pour lui, il fallait en finir avec les discours creux et une société nationale arriérée, formée de « vieilles ganaches [...] se contentant de parader en hauts-de-forme derrière un mouton²⁷ » une fois par année. Il critiquait ainsi la fête de la Saint-Jean-Baptiste et sa procession traditionnelle, dont un mouton et un enfant aux cheveux bouclés (incarnant Jean le Baptiste) formaient le clou du défilé. Ainsi, avec l'aide d'un groupe de sympathisants

²⁶ Pour plus de détails sur l'idéologie de l'élite libérale canadienne-française de la fin du *xix^e* siècle, voir Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec (xix^e et xx^e siècles)*, Montréal, Boréal Express, 1993, p. 47-60.

²⁷ Cité dans Victor Morin, *Cent vingt-cinq ans d'œuvres sociales et économiques*, Montréal, Éditions des Dix, 1959, p. 9.

issus de la génération montante davantage portée vers l'action, Asselin réussit à se hisser à la tête de la Société montréalaise et à imposer ses vues au désarroi des sénateurs²⁸. Il est à noter que parmi les membres de cette jeune génération, certains sont issus de la Ligue nationaliste et d'autres de l'ACJC. La première, qu'Asselin participa à fonder en 1903, est davantage d'esprit laïque alors que la seconde est profondément catholique.

Asselin est donc celui qui, devant les problèmes que connaissent les minorités francophones hors Québec, comme en Ontario, lance la société patriotique montréalaise à la défense de celles-ci, en inaugurant une campagne de souscription à travers le Québec nommée le Sou de la pensée française. Asselin lance d'ailleurs l'idée, qui sera reprise sous la présidence de Victor Morin, voulant que la SSJBM se substitue aux pouvoirs publics lorsque ceux-ci n'accomplissent pas leurs devoirs patriotiques.

Dans son ouvrage sur la Société, Robert Rumilly est plutôt sévère à l'endroit d'Asselin, le qualifiant de « nerveux », « d'impatient²⁹ » et mettant surtout l'accent sur ses nombreuses critiques à l'endroit des divers acteurs de l'époque et sur son radicalisme dans sa façon de mener la lutte nationale. Asselin possédait sans contredit un tempérament bouillant qui pouvait parfois lui nuire, tout comme à la cause qu'il défendait. Toutefois, Rumilly ne semble pas voir le rôle essentiel qu'il a joué dans le regain nationaliste de la Société montréalaise, qui était sclérosée par l'esprit de parti des sénateurs libéraux, plus soucieux de ménager leurs amitiés politiques et économiques que d'assumer leur rôle envers la nation. En faisant un bref historique du rôle de la SSJBM, Victor-Elzéar Beaupré décrit le passage des David, Dandurand et Béique à la direction de la société nationale. Faisant preuve de tact en ne les nommant pas et en ne faisant pas référence à leur allégeance

²⁸ Cet épisode est très bien relaté dans l'ouvrage d'Hélène Pelletier-Baillargeon, *Olivar Asselin et son temps*, t. 1 : *Le militant*, Montréal, Fides, 1996, p. 579-602.

²⁹ Rumilly, *Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, p. 189 et 200.

libérale, Beaupré explique tout de même l'effacement de la SSJBM à une période où elle aurait dû être plus active :

On s'employa à combler cette lacune (économique), en s'isolant trop peut-être dans la besogne modeste de l'humble ouvrier de la prospérité nationale, peinant à édifier les fondements de la puissance économique de la race. C'est là du reste une tâche qui parle moins à l'imagination du peuple et excite moins facilement son enthousiasme et son concours. Au moment où des entreprises plus nombreuses auraient exigé des ouvriers en plus grand nombre, la Société souffrait du manque de collaborateurs ; elle devait se résigner à un effacement relatif qui contribua à créer l'opinion qu'elle n'avait à tenir qu'un rôle secondaire³⁰.

À mots couverts, Beaupré impute aux David, Béique et Dandurand la responsabilité du rôle effacé de la SSJBM au tournant du siècle et l'incapacité de cette dernière à assumer sa fonction de société nationale. C'est cette incapacité des anciens dirigeants que dénonçait Asselin qui, comme l'explique Pelletier-Baillargeon, tentait « d'infléchir l'action de la Saint-Jean-Baptiste vers un plus grand engagement dans les combats de l'heure pour la défense du français³¹ ». Ainsi, malgré son tempérament bouillant, c'est Asselin qui sonne réellement le réveil de la Société montréalaise et qui donne l'impulsion nécessaire pour que ses successeurs entreprennent de perpétuer certaines de ses actions et d'accentuer leur rôle pour répondre aux besoins croissants des Canadiens français. À cet égard, Asselin doit être considéré comme l'un des principaux instigateurs du regain de vie de la SSJBM en ce premier quart du xx^e siècle.

Asselin ne reste toutefois pas à la présidence de la Société bien longtemps en raison de son radicalisme et de ses démêlés avec M^{gr} Bruchési. Il considérait que l'archevêque de Montréal ne s'intéressait pas suffisamment à la défense du français au Canada. Il l'accusa donc de s'abstenir de défendre les Canadiens français parce

³⁰ Victor-Elzéar Beaupré, « L'avenir de notre société nationale », *Le Petit Canadien*, novembre 1915, p. 162.

³¹ Pelletier-Baillargeon, *Olivar Asselin et son temps*, p. 581.

qu'il convoitait un chapeau rouge. Comme le souligne Fernande Roy, le nationalisme d'Asselin se conjuguaît moins bien avec le catholicisme de la majorité des autres nationalistes de l'époque³². Certains, comme le journal *La Croix* de Montréal ou *La Vérité* de Québec, le soupçonnaient même d'appartenir à la franc-maçonnerie. Cet aspect du nationalisme d'Asselin lui aliénait une partie du réseau nationaliste canadien-français de l'époque. Par exemple, la SSJB de Québec et la Société du parler français refusèrent de s'associer à la collecte du Sou de la pensée française, en grande partie à cause de la décision d'Asselin d'annuler le défilé traditionnel de la fête patronale³³. Ce refus contribua à ce que le projet ne récolte pas autant d'argent qu'on l'avait escompté. Ainsi, ce sont d'autres qu'Asselin qui vont mener la SSJBM à jouer un rôle de chef de file de la nation canadienne-française, car ce dernier démissionne de son poste en juin 1914. Après un bref intervalle de quelques mois au cours duquel Charles Duquette assure la présidence, ce sont les membres issus de l'ACJC qui prennent les rênes de la Société, présidée par Morin, alors que ceux issus de la Ligue nationaliste cèdent du terrain après le départ d'Asselin. Morin et les autres dirigeants acéjistes, en bons rassembleurs, perpétueront la vision d'Asselin, mais selon leur propre sensibilité et en tenant compte de tous les acteurs – autant laïques que cléricaux – utiles et dévoués à la cause nationale.

Dès le début de la présidence de Morin, en 1915, un secrétariat permanent est ouvert afin de coordonner les activités grandissantes de la SSJBM. Ce secrétariat, sous la direction d'Arthur Saint-Pierre, s'installe au Monument national. Ainsi, à partir de 1915, Morin et les autres dirigeants impriment une ligne de conduite et une vision du rôle que doit jouer la Société. Ils préconisent un certain nombre de remèdes visant à pallier ce qu'ils jugent être les lacunes de la nation en ce début de xx^e siècle, remèdes qui doivent être appliqués, selon eux, par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

³² Roy, *Histoire des idéologies au Québec*, p. 76.

³³ Rumilly, *Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, p. 234-235.

Définir un plan d'action pour la Société nationale des Canadiens français

Dans une série d'articles parus dans *Le Petit Canadien* en 1915 et 1916, le vice-président de la SSJBM, Victor-Elzéar Beaupré, définit le rôle accru que doit assumer la SSJBM en ce début de xx^e siècle. Véritables plaidoyers en faveur d'un mandat élargi pour la société patriotique montréalaise, ces articles, intitulés « L'avenir de notre société nationale », témoignent de la volonté des dirigeants, sous la présidence de Morin, de donner un nouveau souffle à l'association afin de répondre aux besoins des leurs. Dans ces articles, il propose que la SSJBM étende ses champs d'action pour lui permettre de prendre « la haute direction de la vie de la race³⁴ ».

La mission de la SSJBM

Pour Beaupré, le rôle patriotique confié à la SSJBM depuis sa fondation en 1834 apparaît indispensable afin de « raviver le sentiment national chez une race à peine assurée de son existence [...] qu'une oligarchie insolente écrasait de sa tyrannie et de son orgueil de race conquérante³⁵ ». Mais bien que cette fonction patriotique soit toujours nécessaire, le rôle de la Société nationale des Canadiens français doit s'étendre davantage, afin de répondre aux exigences du début du xx^e siècle. Beaupré identifie « la puissance de l'association, de la richesse et de la presse » comme les « trois forces solidaires [...] dont la possession confère au détenteur la toute-puissance dans les démocraties modernes³⁶ ». Avec ses publications et surtout avec l'arrivée de *La revue nationale* à partir de 1919, la SSJBM possède un organe lui permettant de diffuser ses idées auprès de ses membres et de mousser leur patriotisme. Les Canadiens français se sont également pourvus de deux journaux avec la création

³⁴ Victor-Elzéar Beaupré, « L'avenir de notre société nationale », *Le Petit Canadien*, avril 1916, p. 53.

³⁵ *Ibid.*, novembre 1915, p. 162.

³⁶ *Ibid.*

du *Devoir* en 1910 et du *Droit* en 1913, en plus de diverses publications créées à la même époque au sein des diverses ligues et associations nationalistes. Ainsi, puisque la presse est bien établie chez les Canadiens français, l'association et la richesse sont, pour Beauré, les puissances à acquérir.

La SSJBM est l'association la mieux placée pour prendre la direction de la nation, explique Beauré, la plus apte à jouer le rôle

d'un organisme vivant et agissant, chargé d'effectuer le groupement de toutes les forces de la race, d'établir le contact entre ses éléments dispersés, de coordonner ses énergies, de prendre activement la défense de ses intérêts sur le terrain constitutionnel, économique et religieux, d'intensifier en même temps chez les nôtres le progrès intellectuel, artistique, économique et social, d'assumer en un mot la haute direction de la vie de la race³⁷.

Beauré en rajoute et est on ne peut plus clair : « par son ancienneté, par ses services rendus à la cause nationale, par l'activité qu'elle a manifestée, par les ressources matérielles dont elle dispose, par la forme de sa constitution, elle serait désignée entre toutes pour exercer cette fonction glorieuse, mais lourde³⁸. » Conscient que ce qu'il demande consiste à sortir la Société de son rôle traditionnel et risque de déplaire à certains membres plus modérés et conservateurs, Beauré n'en pense pas moins qu'il est du devoir de la SSJBM « d'entreprendre une œuvre qui s'impose ». D'autant plus que cette œuvre serait en accord avec la pensée des fondateurs, selon lui, dont l'objectif était de faire de la Société « le défenseur et l'agent stimulateur des intérêts de la nationalité³⁹ ». « Il faudra modifier chez plusieurs leur conception du rôle de la Société Saint-Jean-Baptiste », explique Beauré. « Il faudra faire comprendre à nos compatriotes que s'ils veulent que leurs intérêts nationaux soient efficacement protégés, il faut qu'ils aient une institution dont ce soit la mission particulière de surveiller

³⁷ *Ibid.*, avril 1916, p. 53.

³⁸ *Ibid.*, p. 54-55.

³⁹ *Ibid.*, p. 55.

incessamment ces intérêts, de les défendre partout où ils sont menacés, de promouvoir toutes les entreprises utiles à leur préservation⁴⁰. »

Il importe de souligner que cette mission confiée à la SSJBM exclut la participation à la politique partisane. Car « la partisannerie politique constitue l'une des plaies hideuses dont la race canadienne-française est affligée⁴¹ ». Combiné à l'anglomanie, explique Guy Vanier, l'esprit de parti constitue un des « plus funestes agents de corruption et de décadence pour la race⁴² ». Pour les dirigeants de la SSJBM, la partisannerie politique tend à diviser la nation, à annihiler sa force et à accentuer le fait que les droits des Canadiens français sont bafoués. Conscients que l'esprit de parti est ce qui a longtemps empêché la société nationale de prendre la défense des minorités opprimées sous le règne des sénateurs libéraux, les dirigeants de la SSJBM, sous la présidence de Morin, ne se mêlent pas de politique partisane, mais exigent toutefois le respect des droits linguistiques et constitutionnels des Canadiens français auprès des pouvoirs politiques. Pour eux, les intérêts de la nation, du collectif, doivent primer sur les autres considérations, qu'elles soient individuelles ou politiques.

La SSJBM : une fédération

Pour Beupré, le fait que la SSJBM soit une fédération ne peut que favoriser la réussite de sa mission. Par sa structure fédérative, « la SSJBM est actuellement l'institution la plus apte à remplir cette tâche (la sauvegarde des intérêts de la nation), du moins pour une vaste région de l'est canadien⁴³ ». Car ainsi, la SSJBM « possède la forme qui convient à un organisme destiné à compénétrer la vie nationale, pour en recueillir toutes les impressions et les pulsations, pour ébranler toute la masse de notre peuple et la faire vibrer d'un mouvement unique et irrésistible⁴⁴ ».

⁴⁰ *Ibid.*, août 1916, p. 126.

⁴¹ Vanier, « L'éducation du patriotisme », p. 130.

⁴² *Ibid.*

⁴³ Victor-Elzéar Beupré, « L'avenir de notre société nationale », *Le Petit Canadien*, juin 1916, p. 87.

⁴⁴ *Ibid.*, avril 1916, p. 53-54.

C'est en 1914, sous l'impulsion d'Asselin, qui voulait accroître le rôle de la Société, que l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal adopte une structure fédérative et qu'elle devient la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. À la suite de ce changement, la Société est dirigée par le Conseil général, qui constitue l'entité centrale et la tête dirigeante de l'organisation, et des sections réparties sur l'île de Montréal et au-delà. Chaque section doit contenir un minimum de vingt-cinq membres et être apparentée à une paroisse.

Durant la présidence de Morin, le nombre de sections augmente considérablement, et la SSJBM étend ses tentacules, en raison du regain nationaliste de l'époque, mais aussi grâce aux concours organisés par les dirigeants. Ces concours, participant d'une volonté d'expansion, visent à encourager les sections à recruter de nouveaux membres, en remettant des prix aux sections ayant le plus recruté. Ainsi, la SSJBM passe de 10 sections en 1914 à 36 en 1924, année où Morin quitte la présidence⁴⁵. La SSJBM s'étend sur le territoire de l'île de Montréal, mais aussi sur la Rive-Sud, sur la Rive-Nord, en Mauricie et possède même deux sections en Ontario. Certaines sections, comme celle de Verdun, comptent jusqu'à 482 membres en 1924, celle d'Alexandria, en Ontario, en compte 120, alors qu'une petite section comme Saint-Jean-Baptiste, à Montréal, compte le minimum de membres, soit 25⁴⁶. Toutefois, par manque de données sur l'ensemble des membres des sections dans les organes mensuels et les archives de la SSJBM, il est impossible d'établir le nombre total de membres en 1924. Les seules données disponibles dans les archives de la SSJBM font état de 2 760 membres pour le mois de novembre 1918⁴⁷. Pour l'année 1924, nous possédons seulement le nombre de membres pour 22 sections sur 36, lequel s'établit à 2 215 membres⁴⁸. Ainsi, en faisant une moyenne, il est permis d'avancer prudemment que la SSJBM

⁴⁵ Index des sections, Fonds de la SSJBM, BAnQ (Montréal), P82/43-441 à 43-443.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *Ibid.*, 2^e rapport du directeur des sections, P82/43-441 à 43-443.

⁴⁸ *Ibid.*, Rapports trimestriels des trésoriers de sections, P82/43-441 à 43-443.

devait compter autour de 4 000 membres lors du départ du notaire Morin en 1924.

Il est particulièrement intéressant de constater que le choix du cadre paroissial pour délimiter les entités fédérées ne tient pas du hasard. Pour les dirigeants de la SSJBM, « la paroisse a été chez nous la forteresse de notre élément, elle a opéré jusqu'à un certain point le rapprochement entre les individus [...] et elle peut continuer à remplir cette fonction⁴⁹ ». En choisissant le cadre paroissial pour établir les sections de la SSJBM, les dirigeants veulent faire de la paroisse « un centre extrêmement vigoureux et débordant d'activité, chaque organisme recevant un surcroît de vie de celle qui circule chez les autres⁵⁰ ». L'objectif est de faire de la paroisse « une grande famille », chapeauté par le curé, qui est aussi l'aumônier des sections.

De même, les sections paroissiales sont perçues comme « autant d'ateliers où l'on forge des armes pour les combats de demain⁵¹ ». C'est en leur sein que les membres sont appelés à devenir, selon Victor Morin, « des ouvriers de l'œuvre nationale⁵² ». Pour former ces ouvriers, des conférences sur des thèmes variés, tels que l'histoire, le patriotisme, l'art et l'économie, sont organisées pour les membres des différentes sections de la Société. Guy Vanier, Victor-Elzéar Beaupré, Jean-Baptiste Lagacé et Lionel Groulx sont parmi les conférenciers invités à entretenir le militantisme et le patriotisme des sociétaires. Selon les dirigeants, la proximité qui se crée entre les membres, lors des réunions et des conférences des différentes sections, entraîne chez ceux-ci un sentiment d'appartenance à leur communauté, à leur paroisse et, ce faisant, à la nation canadienne-française en entier. La structure fédérale de la SSJBM permet de réunir ces diverses entités paroissiales en une seule et de parler d'une même voix lorsque des enjeux importants se présentent aux Canadiens français.

⁴⁹ Victor-Elzéar Beaupré, « L'avenir de notre société nationale », *Le Petit Canadien*, juin 1916, p. 91.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ Aldéric Blain, « Vertus et faiblesses », *La revue nationale*, décembre 1919, p. 452.

⁵² Société Saint-Jean Baptiste de Montréal, *Processions de la Saint-Jean-Baptiste 1924-1925*, Montréal, Éditions Librairie Beauchemin, 1926, p. 137.

La SSJBM : une société élitiste

L'aspect fédératif de la SSJBM confère une relative autonomie aux différentes sections, mais la SSJBM est aussi une société hiérarchisée dont le pouvoir décisionnel est centralisé entre les mains du Conseil général. Ce processus décisionnel hiérarchisé se traduit d'ailleurs dans la vision de Beaupré, qui se représente la SSJBM comme une armée composée « de plusieurs corps d'armée dont les chefs se concertent pour arrêter la ligne de direction générale à imprimer à l'ensemble⁵³ ». Plutôt que de monter de la base vers le haut, le pouvoir descend du haut vers la base. Cette façon de diriger découle de l'idéologie élitiste et organiciste des dirigeants de la SSJBM.

Pour Beaupré, une élite doit tenir les rênes de la SSJBM, afin de mener à bien la mission qu'elle lui confie. Cette élite se trouve au sein du Conseil général, qui dicte la marche à suivre aux différentes sections. Mais même les membres des sections doivent provenir des élites locales de leurs paroisses respectives. Ainsi, « on aurait tort de se figurer que la Société Saint-Jean Baptiste doit ouvrir ses rangs indifféremment à tout le monde⁵⁴ ». Beaupré préconise « d'opérer une certaine sélection parmi les personnes de notre race, accueillant seulement celles qui peuvent lui apporter une force réelle⁵⁵ ». Car, pour lui, « toute association exige des qualifications de nature quelconque et il est impossible que la masse les possède intégralement⁵⁶ ». La Société doit donc être menée par des gens éclairés et composée des « éléments les plus désirables », si elle veut réussir dans sa tâche. Donc, bien que les dirigeants de la SSJBM désirent augmenter le nombre de membres et de sections de la Société en organisant des concours de recrutement, ceux-ci doivent se faire auprès d'une certaine

⁵³ Victor-Elzéar Beaupré, « L'avenir de notre société nationale », *Le Petit Canadien*, avril 1916, p. 55.

⁵⁴ *Ibid.*, septembre 1916, p. 141.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ *Ibid.*, p. 142.

classe de citoyens susceptibles d'enrichir l'apport de la SSJBM auprès de la nation.

Cet élitisme des dirigeants – en plus d'être en phase avec la vision hiérarchique de la société véhiculée par l'Église catholique – est conforme au nationalisme organiciste en vigueur chez certains intellectuels du début du xx^e siècle, notamment chez Lionel Groulx⁵⁷. Selon ce nationalisme issu du romantisme européen et influencé par des penseurs tels que Johann Gottfried Herder ou Joseph de Maistre, la nation ressemble à un organisme dont le bon fonctionnement dépend du travail accompli par chacune des cellules. Au sein de l'organisme national, toutes les couches de la population ont un rôle à jouer, et celui de l'élite s'avère de première importance. Tel un berger conduisant le troupeau dispersé, l'élite doit montrer la voie à suivre au peuple, elle doit s'assurer de la cohésion de la nation. Ainsi, loin d'être dissociée de la multitude, l'élite y est liée et assume des responsabilités envers celle-ci. Ce rôle moteur de l'élite sera facilité au sein d'une société fédérative comme la SSJBM, selon Beaupré, dans la mesure où celle-ci se veut une « Société composée des éléments les meilleurs de notre nationalité, et plongeant ses ramifications dans la masse même de notre peuple⁵⁸ ».

Cette vision organiciste de la nation va donc de pair avec la hiérarchisation au sein de la SSJBM ainsi qu'avec la vision des dirigeants quant au rôle de la SSJBM dans la société. Ces derniers considèrent que c'est à la Société nationale des Canadiens français et à l'élite qui la forme de faire preuve de vigilance envers les intérêts de la nation et de s'assurer que tous les Canadiens français font de même, en « leur donnant une doctrine et en fouettant leur fierté à demeurer fidèles à eux-mêmes⁵⁹ ».

⁵⁷ Voir, à ce sujet, l'ouvrage de Frédéric Boily, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Sillery, Septentrion, 2003.

⁵⁸ Victor-Elzéar Beaupré, « L'avenir de notre société nationale », *Le Petit Canadien*, janvier 1916, p. 9.

⁵⁹ Rodolphe Fournier, *Le manuel des Sociétés Saint-Jean-Baptiste*, Montréal, Éditions du Richelieu, 1953, p. 41.

Champs d'action

Œuvres patriotiques

Les œuvres à teneur patriotique ont toujours fait plus ou moins partie du mandat de la SSJBM, ne serait-ce que par l'organisation de la fête patronale chaque année. Cependant, ce rôle s'accroît considérablement sous Victor Morin alors que la SSJBM est l'instigatrice d'œuvres patriotiques d'envergure destinées à consolider l'identité nationale et le patriotisme canadien-français. Car face aux transformations profondes qui marquent ce premier quart du xx^e siècle et face aux lois scolaires discriminatoires envers les francophones et les catholiques dans les provinces canadiennes hors Québec, une identité nationale forte est une condition essentielle à la santé de la nation.

La consolidation d'une mémoire collective, par la promotion d'une histoire nationale, revêt une importance capitale pour la SSJBM tout au cours de son existence, mais particulièrement durant la période que nous étudions. Il est d'ailleurs explicitement précisé, dans le mandat de toutes les SSJB, qu'un des buts que s'assigne l'association est « d'apprendre aux Canadiens français leur histoire⁶⁰ ». À l'instar de ce qui se fait dans les autres sociétés occidentales depuis la seconde moitié du xix^e siècle, l'histoire constitue une discipline indispensable à la création d'une conscience nationale chez le peuple. Par le récit des événements du passé et la glorification des héros nationaux, les dirigeants de la SSJBM se chargent de fournir une identité collective à la nation, un sentiment d'appartenance à une communauté historique et, enfin, le besoin de poursuivre l'œuvre des ancêtres. L'histoire est donc considérée comme la discipline capable d'assurer une continuité entre les générations et, donc, la poursuite de l'œuvre nationale⁶¹.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 41.

⁶¹ Pour plus de détails sur la conception du rôle de l'histoire chez les élites nationalistes occidentales de l'époque, voir Dominique Schnapper, *La communauté des citoyens : sur l'idée moderne de nation*, Paris, Gallimard, 2003, coll. « Folio essais ». Pour les élites nationalistes canadiennes-françaises, notamment Lionel Groulx, voir Boily, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*.

Parmi les différents groupes de la population, c'est davantage à la jeunesse que les dirigeants de la SSJBM souhaitent enseigner l'histoire, car c'est la jeunesse qui est soumise aux nouvelles influences étrangères issues de la modernité et de l'américanisation comme le cinéma, le matérialisme, l'anglomanie, etc. Ce sont les jeunes qui devront perpétuer l'identité canadienne-française en résistant à ces influences étrangères et c'est donc à eux que la SSJBM désire inculquer l'amour de la patrie et le respect des ancêtres par la connaissance de l'histoire.

La Société organise donc, chaque année à partir de 1913, des concours d'histoire dans les différents collèges classiques du Canada français. Au terme de ces concours, elle remet aux gagnants des médailles créées par le sculpteur Alfred Laliberté. Les thèmes choisis par la Société portent sur des sujets touchant l'histoire des Canadiens français, par exemple Dollard au Long-Sault, le miracle acadien, la carrière de d'Iberville sous ses divers aspects, etc.⁶². Les dirigeants cherchent à intéresser les étudiants à leur histoire nationale pour leur inculquer une base patriotique et en faire les futures élites canadiennes-françaises. Puisque selon la philosophie organiciste c'est l'élite qui doit guider la nation, il est nécessaire de former cette élite afin qu'elle accomplisse adéquatement l'œuvre nationale et qu'elle sache prendre les bonnes décisions : « pour que ces chefs dont on attend l'orientation de notre destinée future donnent à notre race une direction qui soit conforme à l'idéal de nos pères, à leurs traditions, à leurs aspirations, l'histoire de notre passé est encore là⁶³. »

De même, la Société publie, à partir de 1918, des contes historiques qui, à l'instar des images d'Épinal, visent à faire aimer l'histoire nationale à la jeunesse. Ces contes, sous forme d'images, retracent les faits d'armes de la Nouvelle-France, des patriotes, des missionnaires, des pionniers. Ils visent à inculquer aux jeunes :

⁶² Concours d'histoire du Canada dans les collèges classiques, Fonds de la SSJBM, BAnQ (Montréal), P82/92-1384 à 92-1401.

⁶³ *Ibid.*

amour de la patrie, gratitude envers les héros, exaltation de la fierté nationale, en un mot, tout ce qui contribue à faire l'éducation d'un patriotisme éclairé, telle est la riche trame de ces images qui entrent dans l'âme de l'enfant, pour y laisser une empreinte aussi saine qu'innéfaçable [*sic*]⁶⁴.

Il convient également d'ajouter que la SSJBM donne des cours d'histoire gratuits et ouverts au public au Monument national. Pour ce faire, elle reçoit d'ailleurs des subventions gouvernementales. En plus des cours d'histoire, elle offre aussi des cours de français, de catéchèse et de géographie afin d'accomplir sa mission éducative et patriotique auprès de la population.

En 1924, pour souligner le quatre-vingt-dixième anniversaire de la SSJBM, les dirigeants tiennent à donner un caractère particulier à la fête patronale. La Société souhaite ainsi que cette fête des Canadiens français revête « un caractère à la fois instructif et susceptible de résultats féconds [...] en puisant dans l'histoire les raisons de sa fierté nationale et préparer par un effort incessant la survivance de la race⁶⁵ ». Sous le thème « Ce que l'Amérique doit à la race française », la SSJBM organise des célébrations qui réunissent les délégations de toutes les communautés canadiennes-françaises d'Amérique du Nord. La fête comprend un défilé de chars qui rappellent les faits d'armes des Canadiens français en Amérique et vise à leur enseigner « la fierté de leurs origines et leur donner la détermination de lutter jusqu'au bout pour en conserver les traditions⁶⁶ ». Pour les dirigeants de la SSJBM, il est primordial de célébrer ce passé, « car si nous n'entretenons pas l'esprit de combativité chez les nôtres, ils s'endormiront dans une sécurité trompeuse⁶⁷ ».

À cette exaltation du patriotisme et à ce travail de promotion d'une mémoire collective s'ajoute la constitution d'un patrimoine

⁶⁴ [Anonyme], « L'album de contes historiques », *La revue nationale*, décembre 1919, p. 454.

⁶⁵ SSJBM, *Processions de la Saint-Jean-Baptiste 1924-1925*, p. 137.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 140.

⁶⁷ Cité dans Rumilly, *Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, p. 309.

national canadien-français visant à attester et à préserver la grandeur des faits d'armes historiques des membres de la nation. Ainsi, en 1918, la SSJBM est l'instigatrice de souscriptions pour ériger un monument à Louis-Hippolyte La Fontaine et un parc en l'honneur de Marguerite Bourgeois. Elle contribue aussi, en 1920, à l'érection d'une sépulture à Louis Hémon, auteur du roman *Maria Chapdelaine*. La même année, elle collabore, avec *L'Action française*, à l'érection du monument à Dollard des Ormeaux, au parc La Fontaine. En 1921, elle milite pour conserver la bibliothèque de Louis-Joseph Papineau et participe à bien d'autres œuvres visant à constituer un patrimoine national et ainsi attester l'histoire, l'existence et la grandeur de la nation canadienne-française.

Le plus grand apport de la SSJBM à ce patrimoine national est certainement la croix du mont Royal, érigée en 1924, qui visait « à développer chez nos compatriotes l'attachement à nos traditions nationales et à la foi de nos ancêtres⁶⁸ ». Cette croix rappelait celle qu'avait plantée Jacques Cartier en 1534 et « celle que Maisonneuve porta sur ses épaules jusqu'au Mont-Royal en reconnaissance du salut de sa colonie naissante en 1643⁶⁹ ». Comme le rapporte Gaston Côté, l'érection de la croix sur le mont Royal symbolise également l'ascension des Canadiens français, qui s'emparent du point culminant de l'île de Montréal et témoignent ainsi de leur volonté de s'emparer de la ville tout entière⁷⁰.

Par la consolidation d'une mémoire collective canadienne-française et la valorisation de mythes fondateurs de la nation qui rappellent aux Canadiens français leur passé glorieux, français et catholique, les dirigeants de la SSJBM cherchent à aviver le patriotisme de leurs contemporains pour qu'ils préservent cette identité traditionnelle.

⁶⁸ Jean Guérin, « Chronique de la Société », *La revue nationale*, février 1924, p. 58.

⁶⁹ SSJBM, *Processions de la Saint-Jean-Baptiste 1924-1925*, p. 140.

⁷⁰ Côté, « L'érection de la croix du mont Royal », p. 47-72.

L'union des Canadiens français d'Amérique

Pour Beupré, la nation canadienne-française en Amérique constitue une « masse amorphe et inorganisée, inconsciente de sa force et de ses ressources » et c'est pourquoi « ses droits sont violés et ses intérêts compromis un peu partout⁷¹ ». Selon lui, « les races et les sociétés possèdent en elles-mêmes le principe de leur survivance; c'est chez elles qu'il faut chercher les sources de leur vie, ou les germes de leur mort⁷² ». La solution aux problèmes et aux besoins des Canadiens français se trouve donc dans leur association. Ces derniers pourront résoudre leurs problèmes lorsqu'ils « seront pénétrés de cette vérité : que la puissance du siècle, c'est l'association, que la grande force conquérante et défensive, dans tous les domaines, c'est l'association⁷³ ». Selon Beupré, la SSJBM est l'organisme en mesure de réunir les membres dispersés de la nation canadienne-française, celui qui est capable de « s'employer à lui donner une organisation plus parfaite en les faisant passer de l'état de troupeau d'individus sans cohésion à celui de collectivité organisée⁷⁴ ». Malgré le fait que les sections de la SSJBM ne couvrent pas toutes les communautés françaises d'Amérique du Nord, la Société doit « nécessairement se mettre en contact avec les différents centres où sont groupés les nôtres » afin de « faire sentir son influence à la grande masse de nos compatriotes » et « coordonner les énergies⁷⁵ ». Des sociétés Saint-Jean-Baptiste sont présentes un peu partout en Amérique du Nord, comme à Ottawa, à Windsor, à Québec, au Manitoba, de même qu'aux États-Unis. Dès la deuxième moitié du XIX^e siècle, un réseau de notables s'est progressivement constitué entre ces diverses SSJB. Toutefois, ce réseau se doit d'être renforcé et de s'étendre aux autres sociétés patriotiques et nationales canadiennes-françaises, comme la

⁷¹ Victor-Elzéar Beupré, « L'avenir de notre société nationale », *Le Petit Canadien*, janvier 1916, p. 8.

⁷² *Ibid.*, p. 9.

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ *Ibid.*, juin 1916, p. 87.

Société nationale l'Assomption pour les Acadiens, l'Union Saint-Joseph d'Ottawa, la Société du parler français, la Ligue de ralliement français en Amérique, et toutes autres associations œuvrant à l'avancement de la nation. La SSJBM doit donc entretenir des contacts fréquents et féconds avec ces diverses associations. La Société montréalaise est la plus ancienne de toutes, elle compte davantage de membres que les autres groupes, elle dispose donc de plus de ressources et elle est située dans la province qui constitue le bastion de la nation canadienne-française en Amérique. Normalement, explique Beaupré – qui poursuit la volonté d'Asselin de substituer la Société aux pouvoirs publics –, ce devoir de défense des intérêts de la nation incombe au gouvernement national d'un État au sein duquel la nation est réunie, « mais chez nous, aucun gouvernement ne saurait pourvoir spécialement aux intérêts de nos nationaux dispersés depuis l'Acadie jusqu'aux provinces de l'Ouest, depuis le Labrador jusqu'aux États américains⁷⁶ ».

Durant le premier quart du xx^e siècle, les besoins des communautés canadiennes-françaises hors Québec sont particulièrement grands alors que leurs droits scolaires sont bafoués et leur existence parfois même menacée en tant que communautés francophones ou catholiques. Les francophones du Manitoba ont vu l'abolition de leur langue maternelle comme langue officielle de la province, en plus des réductions des subventions à leurs écoles confessionnelles dans la décennie 1890, malgré ce que leur garantit la Constitution. Il en est de même dans les autres provinces de l'Ouest, où sont bafoués les droits des francophones et l'enseignement catholique. Quant aux membres des communautés françaises des États-Unis, ils sont souvent assimilés après une ou deux générations. Mais le problème majeur qui préoccupe la SSJBM, sous la présidence de Morin, est le cas des Franco-Ontariens, menacés par le Règlement XVII de 1912, qui restreint leur droit à l'éducation dans leur langue maternelle⁷⁷. Ainsi,

⁷⁶ *Ibid.*, janvier 1916, p. 10.

⁷⁷ Pour plus de détails sur ces crises scolaires et linguistiques, voir Martel et Pâquet, *Langue et politique au Canada et au Québec*.

les droits des Canadiens français semblent bien mal protégés, particulièrement au Canada, malgré ce que garantit le pacte confédéral de 1867. De ce fait, l'identité canadienne-française des minorités hors Québec se trouve passablement menacée. Par la promotion de l'association, dont la SSJBM se veut la tête dirigeante, et la consolidation d'un réseau entre les diverses communautés francophones éparpillées en Amérique du Nord, les dirigeants sociétaires veulent défendre les droits et l'identité de ces communautés. L'objectif est de « préserver la vie française dans un milieu rempli d'influences hostiles à son épanouissement [...] et donc de créer et maintenir chez les nôtres une volonté énergique de conserver leur caractère national⁷⁸ ».

Pour les dirigeants de la SSJBM, à l'instar de la conception d'Henri Bourassa ou de celle de Lionel Groulx, les communautés francophones hors Québec font partie intégrante de la nation canadienne-française⁷⁹. Ces minorités sont même perçues comme les porte-étendards de la nation, comme les avant-postes de la province, et si ces derniers tombent, « le jour viendra où la province de Québec elle-même subira l'assaut⁸⁰ ». De même, les Morin et les autres dirigeants affirment que c'est le devoir des Canadiens anglais de respecter les droits des minorités. Ils se basent sur les doctrines de ces deux chantres du nationalisme canadien-français : soit celle d'Henri Bourassa, pour qui le pacte confédéral entre les deux peuples fondateurs constitue la source du droit des minorités françaises ; et celle de l'abbé Groulx, pour qui le droit des minorités francophones résulte, avant tout, du « droit naturel des peuples de se développer conformément à leur propre génie national⁸¹ ».

Cette vision du rôle des minorités hors Québec, considérées comme le prolongement de la nation, crée l'obligation de leur prêter main-forte et d'entretenir des liens constants avec elles, afin de garder

⁷⁸ Victor-Elzéar Beaupré, « L'avenir de notre société nationale », *Le Petit Canadien*, juin 1916, p. 87.

⁷⁹ Pour en savoir plus sur cet aspect, lire Bock, *Quand la nation débordait les frontières*.

⁸⁰ Discours d'Henri Bourassa au Monument national, le 12 novembre 1914, cité dans Rumilly, *Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, p. 251.

⁸¹ Bock, *Quand la nation débordait les frontières*, p. 13.

chez elles le désir de conserver leur caractère français et catholique malgré leur statut de minorité. De plus, à l'instar de Rameau de Saint-Père et d'Edmond de Nevers à la fin du XIX^e siècle⁸², certaines élites considèrent toujours, en ce premier quart du XX^e siècle, que

nous [les Canadiens français] avons une mission à remplir sur cette terre d'Amérique. Cette mission, c'est de constituer le noyau intellectuel, parce que latins, et que, [...] la civilisation latine est encore celle qui est la plus susceptible d'éclairer l'humanité, ayant derrière elle le passé le plus brillant de culture⁸³.

Ainsi, devant cette mission intellectuelle conférée à la nation canadienne-française, il est d'autant plus impératif, pour les élites nationalistes, de venir en aide aux communautés menacées hors Québec.

Pour assumer son rôle de chef de file de la nation, la SSJBM organise donc un Congrès d'action française qui a lieu à Montréal au mois de juin 1916, où sont réunis des représentants des communautés francophones hors Québec, tant des laïcs que des clercs⁸⁴. La SSJBM désire être le trait d'union entre clercs et laïcs, qui mènent le même combat à travers l'Amérique du Nord.

Dans les mois qui précèdent le congrès, les dirigeants de la Société envoient une lettre à tous les groupes canadiens-français hors Québec

⁸² Voir Pierre et Lise Trépanier, « Rameau de Saint-Père et l'histoire de la colonisation française en Amérique », *Acadiensis*, vol. IX, n° 2 (printemps 1980), p. 40-55 ; voir également Edmond de Nevers, *L'avenir du peuple canadien-français*, Montréal, Éditions du Boréal, 2006, coll. « Boréal compact ».

⁸³ Paquin, « Se survivre », p. 230.

⁸⁴ Les différents travaux sur la diaspora canadienne-française ont clairement montré que la lutte pour la survivance s'appuyait en grande partie sur le clergé catholique. Voir notamment Robert Choquette, *La Foi gardienne de la langue en Ontario (1900-1950)*, Montréal, Bellarmin, 1987. Par l'entremise de journaux et d'associations, des laïcs mènent aussi le combat pour le droit des minorités. Voir Yves Frenette, *Brève histoire des Canadiens français*, Montréal, Éditions du Boréal, 1998 ; Gaétan Gervais, « L'Ontario français et les grands congrès patriotiques canadiens-français (1883-1952) », dans *Cahiers Charlevoix 2 : études franco-ontariennes*, Sudbury, Société Charlevoix et Prise de parole, 1997, p. 9-155 ; Yves Roby, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1776-1930*, Sillery, Septentrion, 1990.

pour connaître leur situation respective dans le but de mieux pouvoir les aider. On leur demande, entre autres, de l'information sur le niveau de population de la communauté, l'état de leurs libertés scolaires, leurs besoins immédiats, leur organisation, etc. Les principales tâches de la SSJBM en faveur de ces minorités consistent en des campagnes de souscription, des dons et de l'entraide pour venir au secours des communautés dans le besoin. La SSJBM se voulant une société apolitique, les seuls gestes politiques qu'elle pose sont des lettres de protestation aux gouvernements « contre l'ostracisme du français⁸⁵ » et pour la préservation des droits des minorités francophones et catholiques du Canada.

Le réseau rassemblé lors de ce congrès comprend donc des membres du clergé comme M^{sr} Bruchési, l'abbé du collège de Sainte-Anne, en Nouvelle-Écosse, et futur évêque de Chatham en Ontario, Patrice-Alexandre Chiasson, l'abbé Lionel Séguin de Warren, en Ontario, le vicaire apostolique du Keewatin, des curés d'Edmonton, de l'État de New York et plusieurs autres représentants de l'Église catholique provenant de partout en Amérique du Nord. Cette présence de plusieurs représentants de l'Église montre l'importance qu'accordent à cette institution les dirigeants de la SSJBM dans la lutte pour la survivance française en Amérique, tout comme l'importance qu'ont les clercs dans cette lutte. Langue et foi catholique sont toujours intimement liées chez plusieurs nationalistes de l'époque.

Des représentants laïques des diverses sociétés patriotiques mènent également la lutte pour la survivance des minorités en Amérique et certains d'entre eux sont présents au congrès, tels que le docteur Morel de La Durantaye, secrétaire de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique à Bourbonnais, en Illinois, Charles Leclerc, secrétaire de l'Union Saint-Joseph d'Ottawa, ou alors Alfred Paquette, président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Butte, au Montana. En tout, « quarante-deux groupements de canadiens et d'acadiens

⁸⁵ Victor Morin, « Revue générale des œuvres de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal », *Le Petit Canadien*, mars 1916, p. 41.

[sic] de langue française, représentés par plus de cent délégués accrédités, se sont réunis au foyer familial de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal⁸⁶ ». La SSJBM désire rassembler la grande famille francophone d'Amérique. Quant aux représentants des minorités hors Québec, ils ne demandent pas mieux que de recevoir l'aide et l'appui de la Société montréalaise. Pour les Morin, Lagacé, Beupré et autres à la tête de la SSJBM, « l'union dans la lutte et la coordination de nos efforts, sont les deux conditions nécessaires à notre succès⁸⁷ ». Par ce congrès regroupant les forces éparses de la nation, il s'agit « de rechercher ensemble les moyens à prendre, en vue d'assurer leur survivance et leur développement [aux minorités hors Québec], pour créer, en un mot, des foyers intenses d'Action Française⁸⁸ ».

Les congressistes réunis tirent trois principales conclusions de leurs délibérations, que l'on peut résumer comme suit : les Canadiens français de toute l'Amérique du Nord sont résolus à lutter contre l'assimilation, à défendre et à faire reconnaître leurs droits, ainsi qu'à s'unir, s'entraider et travailler de concert pour atteindre leurs buts⁸⁹. Parmi les mesures concrètes envisagées lors de ce congrès, il a été décidé de conserver une représentation permanente à Rome afin de défendre les intérêts des Canadiens français, notamment pour promouvoir la nomination d'évêques et de prêtres canadiens-français au sein des minorités hors Québec. Car ces dernières se voient souvent imposer des curés ou des évêques irlandais de langue anglaise, malgré le fait que les francophones sont majoritaires dans certaines paroisses ou certains diocèses. Il a également été décidé d'entretenir des relations suivies entre la SSJBM et les diverses minorités hors Québec, afin que la Société montréalaise puisse être au fait de leurs besoins et y répondre selon ses capacités.

⁸⁶ Victor Morin, « Lendemain de congrès », *Le Petit Canadien*, juillet 1916, p. 101.

⁸⁷ Jean-Baptiste Lagacé et Victor Morin, « Aux Canadiens-Français en dehors du Québec », *Le Petit Canadien*, mai 1916, p. 69.

⁸⁸ Morin, « La portée de la fête nationale », p. 85.

⁸⁹ Morin, « Lendemain de congrès », p. 103.

Il est à noter que, sous la présidence de Morin, c'est particulièrement envers les Franco-Ontariens que se porte l'assistance des dirigeants sociétaires. Le fait que les Franco-Ontariens vivent aux portes du Québec favorise l'attention particulière des élites montréalaises de la SSJBM à leur cause, de même que les relations avec les élites locales. Victor Morin et les autres sociétaires sont d'ailleurs en relations fréquentes avec quatre des principales figures de proue de la résistance franco-ontarienne au Règlement XVII : le père oblat Charles Charlebois, directeur et fondateur du journal *Le Droit* d'Ottawa, créé en 1913 en réaction au Règlement XVII; Philippe Landry, sénateur et président de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFEO) de 1915 à 1919; le premier président de l'ACFEO et sénateur Napoléon-Antoine Belcourt; Samuel Genest, président de la Commission scolaire catholique d'Ottawa. Lorsque ce n'est pas l'un de ces quatre défenseurs des Franco-Ontariens qui vient prononcer un discours à Montréal ou au Monument national pour parler de la lutte ontarienne ou réclamer de l'aide, ce sont les Beaupré, Vanier et Morin qui vont en Ontario se rendre compte de la situation.

Ainsi, parmi les diverses contributions de la SSJBM envers les Franco-Ontariens, notons qu'en 1915, elle envoie plus de 100 000 volumes et revues en français aux compatriotes de l'Ontario dans le cadre de l'« Œuvre du livre français », dans le but de « propager au milieu d'eux le doux parler de la France⁹⁰ ». De plus, pour aider l'ACFEO et lui fournir des ressources matérielles, la SSJBM organise de nombreuses campagnes de financement, de 1915 à 1924. Elle remet ainsi des sommes importantes aux Franco-Ontariens qui ont mis sur pied des écoles « libres » afin de pouvoir éduquer leurs enfants en français.

La SSJBM, de concert avec l'ACJC, les SSJB de Saint-Hyacinthe, de Sherbrooke, de Trois-Rivières, ainsi qu'avec Adjutor Rivard, de la

⁹⁰ Morin, « Revue générale des œuvres de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal », p. 41.

Société du parler français, organise des campagnes de boycottage des produits ontariens pour protester contre le sort des francophones de l'Ontario. C'est aussi pour cette raison, tout comme pour protester contre l'impérialisme britannique, à l'instar d'Henri Bourassa, que la SSJBM s'oppose à la conscription de 1917. À la suite du vote des parlementaires autorisant la conscription, la SSJBM écrit une lettre, en vain, à « Son Excellence le Gouverneur général lui intimant de refuser sa sanction au projet de loi du service militaire obligatoire au Canada, aussi longtemps que le principe n'en aura pas été approuvé par le vote du peuple⁹¹ ».

En 1921, le journal *Le Droit* connaît des problèmes financiers, et le père Charlebois demande de l'aide pour continuer à mener la lutte en faveur des écoles franco-ontariennes. La SSJBM organise alors une vaste campagne de souscription auprès de ses sections afin de soutenir ce « quotidien de doctrine sûre et d'information sérieuse, qui n'a pas cessé de livrer le bon combat depuis sa fondation⁹² ». Cette campagne permet à la SSJBM d'envoyer un montant de 1 188 \$ au *Droit*, « cet organe de combat, d'action et de propagande française en pays ontarien⁹³ ».

Les dirigeants de la SSJBM ne se contentent pas d'appuyer les Franco-Ontariens. D'autres minorités francophones sont dans le besoin et demandent l'aide de la Société montréalaise. La SSJBM fait également appel aux dirigeants de l'Association d'éducation des Canadiens français du Manitoba pour recueillir des sommes qui aideront des écoles à Winnipeg et ailleurs dans la province. En 1919, devant la discrimination que subissent les Franco-Américains et pour protester contre l'interdiction d'enseigner le français dans les écoles paroissiales, des prêtres franco-américains menés par Henri d'Arles créent la Ligue de ralliement français en Amérique. La SSJBM, par l'intermédiaire de Guy Vanier, entre alors en relation avec la Ligue afin de lui offrir son soutien.

⁹¹ Cité dans Rumilly, *Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, p. 278.

⁹² Victor Morin, « Pour *Le Droit* », *La revue nationale*, juillet-août 1921, p. 25.

⁹³ Fonds de la SSJBM, BAnQ (Montréal), P82/116-1719 à 116-1728.

La SSJBM, sous la présidence de Morin, est donc l'instigatrice de plusieurs campagnes visant à aider les communautés canadiennes-françaises à l'extérieur du Québec. Ces campagnes de financement ou de souscription sont aussi accompagnées d'articles et de brochures dans les quotidiens montréalais ou dans les organes de la SSJBM, en vue de sensibiliser les gens à la cause des minorités canadiennes-françaises. Ces textes visent à éveiller le patriotisme de la population et des membres de la SSJBM afin qu'ils contribuent généreusement à la cause. Par exemple, dans *Le Petit Canadien* ou dans *La revue nationale*, les acteurs de la crise franco-ontarienne sont présentés en héros, en patriotes, et deviennent les symboles de la lutte pour les écoles françaises de l'Ontario⁹⁴. Ce faisant, ils deviennent aussi des symboles de la lutte pour le français et la religion catholique au Canada et des exemples à suivre pour les autres communautés canadiennes-françaises.

Cependant, devant la précarité de ces minorités au Canada, dont les droits ne sont pas reconnus par leurs provinces, et devant le fort taux d'assimilation que connaissent les Canadiens français partis travailler aux États-Unis, la SSJBM préconise d'augmenter le défrichement des terres du Québec et d'encourager la colonisation. Car compte tenu du taux de fécondité élevé des Canadiennes françaises, la province de Québec ne fournit pas assez de terres cultivables ni d'emplois pour répondre aux besoins de chacun. Le Québec perd ainsi plusieurs de ses éléments au profit des autres provinces et des usines de la Nouvelle-Angleterre. Pour les élites traditionalistes canadiennes-françaises, la colonisation apparaît donc comme un moyen de garder les forces vives de la nation dans la province de Québec et de conserver un mode de vie agricole, jugé plus sain et plus moral. Lors d'une conférence organisée par la SSJBM au

⁹⁴ C'est notamment le cas de Philippe Landry, surnommé le « Joffre de l'Ontario », qui a démissionné de son poste de président du Sénat pour se consacrer entièrement à la résistance franco-ontarienne au sein de l'ACFEO. Pour les dirigeants de la SSJBM, Landry incarne le modèle par excellence du patriote qui place les intérêts de la nation au-dessus de ses intérêts personnels.

Monument national le 18 mars 1917, Hector Authier, maire d'Amos et agent des Terres et de la Colonisation en Abitibi, parle de la nécessité de la colonisation « [p]our rester les maîtres chez nous, pour placer l'accroissement naturel de nos populations rurales, enrayer l'exode vers les villes, encourager le retour à la terre, et par là conserver la santé physique et morale de notre peuple⁹⁵ ».

D'une part, la SSJBM maintient le lien avec les émigrés afin de les aider à lutter contre l'assimilation et à préserver leur identité et leur appartenance à la grande famille canadienne-française, mais, d'autre part, elle tient à arrêter cette vague d'émigration, qui perdure depuis la seconde moitié du XIX^e siècle et qui a vu des centaines de milliers de Canadiens français quitter le Québec⁹⁶. Il faut « garder nos gens chez nous⁹⁷ », proclame Louis-Joseph Rivet, président du nouveau comité de colonisation formé par la SSJBM en 1917. Ce comité permet de plaider auprès du gouvernement en faveur de la colonisation et il constitue un prélude à la fondation de la Société nationale de colonisation en 1922. Cette nouvelle filiale de la SSJBM vise à participer directement à l'œuvre colonisatrice, notamment en Abitibi. « Nous aidons à notre affaiblissement en désertant aux États-Unis⁹⁸ », proclame un collaborateur de *La revue nationale*, car l'éparpillement des éléments canadiens-français annihile la force de la nation canadienne-française tout entière et rend les petites communautés éparpillées plus vulnérables à l'assimilation. La colonisation dans les campagnes québécoises représente donc un bon moyen de maintenir les membres de la nation dans le giron québécois, en plus de préserver

⁹⁵ Conférence prononcée au Monument national, le 18 mars 1917, par Hector Authier, reproduite dans un texte intitulé « La colonisation », *Le Petit Canadien*, avril 1917, p. 99.

⁹⁶ Pour plus de détails sur cet exode massif, voir Frenette, *Brève histoire des Canadiens français*, p. 81-90; Yves Roby, *Histoire d'un rêve brisé? Les Canadiens français aux États-Unis*, Sillery, Septentrion, 2007.

⁹⁷ Louis-Joseph Rivet, « Le comité de colonisation », *Le Petit Canadien*, mai 1917, p. 151.

⁹⁸ Robert Leblanc, « Pour préparer le recensement », *La revue nationale*, décembre 1920, p. 7.

l'identité traditionnelle des Canadiens français des influences étrangères issues de l'américanisation et de la modernité, qui sont davantage répandues dans les villes qu'à la campagne.

Mutualisme au service de la nation

S'associer ne suffit pas si les Canadiens français ne disposent pas des outils nécessaires à leur plein épanouissement. Pour les dirigeants de la SSJBM, durant ce premier quart du xx^e siècle, ces outils manquant à la nation sont d'ordre économique. Ainsi, explique Beaupré, la SSJBM doit également s'occuper d'économie, notamment en favorisant le mutualisme canadien-français. En outre, il s'agit d'encourager la solidarité et le nationalisme économique des Canadiens français, à l'instar de ce que prônera un Esdras Minville à partir du milieu des années 1920⁹⁹.

La SSJBM enseigne aux Canadiens français : « gardez donc votre argent pour encourager vos compatriotes, améliorer leur position, les aider à s'implanter et à progresser¹⁰⁰. » Les élites nationalistes déplorent le fait que certains Canadiens français s'approvisionnent chez Eaton à Toronto plutôt que d'acheter chez les commerçants canadiens-français. Elles regrettent le « nombre de millions (venant des Canadiens français) qui vont chaque année enrichir les propriétaires de gros magasins à rayons qui ne se donnent même pas le souci de nous adresser leurs catalogues en notre langue¹⁰¹ ». Il en va de la prospérité nationale que les Canadiens français s'encouragent entre eux et, en ce sens, il faut que « le mot d'ordre soit de garder ce que nous avons et d'en faire bénéficier autant que possible les nôtres [...] restons chez nous, serrons-nous les coudes¹⁰² ».

⁹⁹ Pour plus de détails sur la doctrine économique d'Esdras Minville, voir l'ouvrage issu du mémoire de maîtrise de Dominique Foisly-Geoffroy, *Esdras Minville : nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, Sillery, Septentrion, 2004.

¹⁰⁰ Du Guesclin, « Restons chez nous », *Le Petit Canadien*, février 1918, p. 52.

¹⁰¹ Paquin, « Se survivre », p. 237.

¹⁰² Du Guesclin, « Restons chez nous », p. 52.

Mais la SSJBM peut aussi faire plus que simplement encourager la solidarité nationale. Selon Beaupré, la SSJBM pourrait devenir un important rouage de la création de richesse pour le compte des Canadiens français, elle « pourrait devenir le grand stimulateur et régulateur de notre expansion économique, et un facteur puissant de notre émancipation dans ce domaine¹⁰³ ». La richesse économique est considérée comme indispensable pour relever les enjeux modernes et défendre adéquatement les droits et les intérêts des Canadiens français. Car l'élite nationaliste de l'époque attribue la situation inférieure des Canadiens français, en partie, « à la supériorité de l'élément anglo-saxon sur le terrain financier¹⁰⁴ ». Une façon de remédier à cette infériorité est donc de promouvoir le nationalisme économique des Canadiens français par le mutualisme, afin qu'ils encouragent les leurs et leurs compagnies plutôt que les entreprises canadiennes-anglaises. Dans la même logique, Beaupré préconise :

d'opérer la concentration des forces économiques de l'élément français, de recueillir toutes les richesses créées par le travail de la race, de les faire servir à son développement, de les conserver constamment sous son contrôle et d'empêcher qu'elles ne servent à fortifier la puissance d'oppression de ses ennemis¹⁰⁵.

Il s'agit de créer des compagnies d'assurances, des caisses d'épargne et des banques canadiennes-françaises. Pour participer directement à cette concentration des forces économiques, la SSJBM avait déjà créé, en 1899, la Caisse nationale d'économie et elle crée, en 1916, la Société nationale de fiducie. La Caisse nationale d'économie reçoit les épargnes des Canadiens français, les fait fructifier pour le compte des épargnants, qui peuvent toucher leurs rentes après vingt ans de cotisation et, entretemps, la société peut disposer d'un capital « qui accomplit toujours son rôle patriotique en alimentant les municipalités, les commissions scolaires, les fabriques, de l'argent nécessaire

¹⁰³ Victor-Elzéar Beaupré, « L'avenir de notre société nationale », *Le Petit Canadien*, avril 1916, p. 54.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ *Ibid.*

pour le fonctionnement de ces institutions nationales, [...] et ce faisant, elle permet le développement de notre pays et d'accroître la puissance financière des nôtres¹⁰⁶ ».

De la même manière, la Société nationale de fiducie émet des obligations, administre des successions et des propriétés, prête de l'argent et permet « la libération économique des nôtres¹⁰⁷ ». La SSJBM possède également la Caisse de remboursement, qui assure le remboursement aux héritiers des sociétaires de la Caisse nationale d'économie décédés avant vingt ans de sociétariat. Rappelons que la SSJBM possède le Monument national, qui fournit aussi des ressources pécuniaires « en étant occupé de la cave au grenier par des locataires qui lui paient un loyer¹⁰⁸ ». Ainsi, par ses filiales, la SSJBM participe directement à cette concentration économique des ressources canadiennes-françaises. De même, elle milite en faveur du mouvement des caisses populaires – apparues en 1900 – et en faveur de la création de banques d'épargne canadiennes-françaises.

Le mutualisme que prône la SSJBM ne s'inscrit donc pas au sein du développement économique libéral qui a cours à la même époque du côté anglo-saxon et qui se fait sur une base individuelle. Il s'inscrit plutôt au sein de la logique organiciste selon laquelle l'individu et toutes les composantes de la nation sont interdépendants et travaillent au bon fonctionnement de l'organisme national. En vertu de cette doctrine, le développement économique des Canadiens français n'est pas considéré comme une fin en soi, mais plutôt comme un moyen de travailler à la prospérité nationale, à l'avancement des Canadiens français en mettant fin à leur asservissement économique par les anglophones. La prospérité économique se veut donc une façon de remédier aux problèmes que connaissent les Canadiens français. Un texte d'Ubaldo Paquin, ancien directeur de la revue *Le réveil*, paru

¹⁰⁶ Arthur Gagnon, « Pour l'individu et pour la race », *Le Petit Canadien*, mai 1918, p. 156.

¹⁰⁷ [Anonyme], « Publicité pour la Société nationale de fiducie », *La revue nationale*, janvier 1919, p. 24.

¹⁰⁸ Morin, *Cent vingt-cinq ans d'œuvres sociales et économiques*, p. 42.

dans *La revue nationale*, résume bien le rôle et l'importance de l'économie pour la nation canadienne-française :

La meilleure façon de se survivre est d'acquérir la force de devenir une puissance. Aujourd'hui, la force qui prime est la force économique ; nous devons travailler à la posséder. Pour elle-même ? Non, mais pour les moyens de développement et d'avancement qu'elle ne manquera pas de nous procurer¹⁰⁹.

Ainsi, pour que la nation canadienne-française puisse s'épanouir et remplir la mission intellectuelle qui est la sienne en Amérique du Nord, il importe qu'elle soit indépendante économiquement et matériellement, car « la dépendance matérielle amène la dépendance intellectuelle¹¹⁰ ».

Dans le même article, Paquin affirme que « s'il n'est pas évident pour chacun des nôtres que le temps est venu d'aspirer à l'indépendance politique, le temps de nous débarrasser de la tutelle économique est arrivé depuis longtemps¹¹¹ ». Il est donc intéressant de noter que l'idée de l'indépendance politique des Canadiens français du Québec était bien présente chez certains en 1922, soit dix-sept ans après la mort de Jules-Paul Tardivel, qui en avait fait la promotion¹¹². Dans la recherche d'une doctrine et de remèdes aux problèmes des Canadiens français, dont les droits ne sont pas reconnus à l'extérieur du Québec, certains nationalistes envisagent l'indépendance politique du Québec, seule province où les Canadiens français sont majoritaires, comme une possible solution en ce premier quart du xx^e siècle. Il faut également mentionner que la même année est lancée l'enquête de Lionel Groulx sur « Notre avenir politique », dans les pages de *L'Action française*. La question de l'indépendance du Canada français semblait

¹⁰⁹ Paquin, « Se survivre », p. 234.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 235.

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² Pour en savoir plus sur cet aspect de la pensée de Tardivel, lire Denis Monière, « Jules-Paul Tardivel », dans Robert Comeau, Charles-Philippe Courtois et Denis Monière (dir.), *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois*, t. 1 : 1834-1968, Montréal, VLB éditeur, 2010, p. 62-72.

donc être « de saison » chez les élites nationalistes en cette année 1922. Par contre, cette question ne constitue encore qu'un possible, qu'un projet potentiel dont les conditions de réalisation sont à créer, de sorte que la SSJBM ne prend pas position sur le sujet. Pour la frange nationaliste qui prône l'indépendance, la possession de la richesse économique ne constitue qu'une étape au sein d'un processus devant mener, à terme, à l'instauration d'un État français sur les rives du Saint-Laurent.

En outre, le mutualisme prôné par la SSJBM implique aussi le rejet des syndicats internationaux au profit des syndicats nationaux et catholiques. L'industrialisation et le prolétariat canadien-français augmentant progressivement depuis la fin du XIX^e siècle, les syndicats internationaux provenant des États-Unis ont essaimé dans la province de Québec et ailleurs au Canada. Toutefois, ces syndicats internationaux constituent des influences étrangères néfastes, ils s'approprient les cotisations des Canadiens français et, surtout, ils sont neutres vis-à-vis des religions, lorsqu'ils ne sont pas tout simplement athées. En ce sens, la SSJBM préconise plutôt d'encourager les syndicats nationaux et catholiques, en faisant reconnaître l'importance de ces syndicats et en travaillant à leur diffusion.

Dans l'encyclique *Rerum novarum*, Léon XIII préconisait que l'Église joue un rôle de régulateur dans les rapports entre le capital et le travail. Devant la crise sociale qui touche les sociétés occidentales industrialisées, l'Église catholique romaine entreprend une œuvre de rechristianisation en rétablissant le règne de l'Église et de Dieu dans la société. De cette doctrine sociale de l'Église sont issus, entre autres, les syndicats catholiques, chargés de régler les conflits sociaux entre patrons et ouvriers selon les normes du catholicisme. L'Église catholique considère ces deux principaux acteurs de la société industrielle comme interdépendants et redevables l'un envers l'autre. Il revient donc à l'Église, par l'entremise du syndicat catholique, de faire comprendre cette interdépendance aux patrons et aux ouvriers.

Bien que M^{gr} Bruchési ait affirmé, en 1904, que « la question sociale ne se pose pas au Canada¹¹³ », sous-estimant ainsi l'ampleur de l'industrialisation de la société canadienne, il semble que le grand aumônier de la SSJBM ait reconsidéré ses vues quelques années plus tard alors que la SSJBM s'efforce de promouvoir l'adhésion des Canadiens français aux syndicats catholiques. Dès 1907, l'abbé Eugène Lapointe de Chicoutimi fonde une mutuelle ouvrière qui constitue la première étape du syndicalisme catholique chez les Canadiens français. Plusieurs autres associations suivront durant les années suivantes, qui se regrouperont et formeront la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) en 1921¹¹⁴. Pour les dirigeants de la SSJBM, le fait que les Canadiens français soient représentés par un syndicat national et catholique comme la nouvelle CTCC constitue un acte de mutualisme et de patriotisme.

Le mutualisme canadien-français était donc important pour la SSJBM, car il permettait d'accroître la force économique de la nation, tout en mettant fin à la domination des anglophones dans ce domaine, en plus de permettre à cette force économique de servir les intérêts et le développement de la collectivité canadienne-française.

Conclusion

Au regard des divers champs d'action dans lesquels a œuvré la SSJBM sous la présidence du notaire Morin, force est d'admettre qu'elle fut partie prenante du regain nationaliste canadien-français du début du xx^e siècle. Sur le plan intellectuel, les dirigeants ont réfléchi aux problèmes des Canadiens français dans les publications mensuelles de la Société. Partisans d'une doctrine d'action, les dirigeants ont ensuite traduit leurs réflexions en stratégies, en projets et en diverses actions concrètes. C'est d'ailleurs cette dernière particularité qui

¹¹³ Allocution de M^{gr} Paul Bruchési au congrès de fondation de l'ACJC en 1904. Cité dans Hamelin et Gagnon, *Histoire du catholicisme québécois*, p. 192.

¹¹⁴ Pour plus de détails sur l'histoire du syndicalisme catholique, voir Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois : deux siècles d'histoire*, Montréal, Éditions du Boréal, 2004.

distingue *L'Action française* de la SSJBM, à partir de 1917. Là où la première met l'accent sur la réflexion en ce qui concerne les problèmes nationaux, la SSJBM privilégie nettement l'action et l'administration des remèdes.

Sur le plan patriotique, la SSJBM continue son travail de promotion et de défense du français, elle poursuit ses œuvres de bienfaisance, de même que l'organisation de la fête patronale. Mais elle travaille également à la consolidation d'une mémoire collective canadienne-française, par la promotion de l'histoire nationale et d'un patrimoine national.

Devant la vulnérabilité des minorités francophones hors Québec, menacées par les lois discriminatoires des provinces canadiennes et par la force attractive de la langue anglaise en Amérique du Nord, la SSJBM prône l'association et la solidarité des différents membres de la nation canadienne-française, chapeauté par la Société montréalaise qui doit venir en aide à ces minorités et assurer la cohésion de la nation. Par des dons, des campagnes de souscription et un soutien moral, la Société cherche à préserver l'identité de ces avant-postes de la province de Québec devant les menaces d'assimilation qui pèsent sur eux.

L'économie, le troisième champ d'action, est considérée comme essentielle à l'épanouissement de la nation et à son affranchissement de la tutelle économique anglo-saxonne. Pour certains, la possession de ses leviers économiques doit également servir à la réalisation de sa mission intellectuelle en Amérique du Nord. Les membres de la nation étant dispersés dans plusieurs provinces et États américains, l'idée selon laquelle l'État québécois puisse être cet outil d'émancipation est encore étrangère aux dirigeants de la Société. La conception de la partisanerie politique y est sans doute pour quelque chose. Toutefois, comme nous avons pu le constater, devant les droits bafoués des minorités hors Québec et l'impuissance de la province de Québec de faire respecter leurs droits, l'idée de l'indépendance politique du Québec germe chez certains nationalistes de l'époque, particulièrement à partir de 1922.

En définitive, les dirigeants de la Société n'auront pas eu les moyens de leurs ambitions pour assumer véritablement « la haute direction de la vie de la race ». L'intention des Morin, Beaupré et autres sociétaires était là, mais il manquait les moyens matériels pour faire de leur Société le véritable chef de file des Canadiens français. Ce qu'ils préconisaient, en 1915, impliquait rien de moins que la SSJBM joue le même rôle de défense et d'émancipation de la nation que sera appelé à jouer l'État québécois à partir de 1960, et ce, en ne disposant que des cotisations de quelques milliers de membres, des campagnes de souscription, de quelques subventions gouvernementales et du rendement de ses filiales. Il s'agissait d'une tâche trop grande pour la Société nationale des Canadiens français.

Ainsi, le rôle que les dirigeants attribuent à leur association dans la recherche d'une doctrine d'action nationale est annonciateur de la tâche qu'accomplira l'État québécois à partir des années 1960, c'est-à-dire promouvoir et défendre les intérêts des Canadiens français sur les plans culturel, économique et social. Il est donc permis d'affirmer que l'échec des dirigeants « d'assumer la haute direction de la vie de la race » par l'entremise de la SSJBM s'inscrit dans un processus qui conduira certaines élites nationalistes québécoises, au cours des décennies qui suivront, à concevoir l'État québécois comme un outil capable de répondre aux besoins grandissants de la nation.